

# fonction publique

**CGFP**  
Organe de la Confédération Générale  
de la Fonction Publique

numéro 243

janvier/  
février 2016

48<sup>e</sup> année

paraît 6 fois par an

## Leçons du passé et défis de demain

Le Nouvel An offre à beaucoup de gens l'occasion de passer en revue l'année écoulée et de prendre de bonnes résolutions pour l'avenir. Situation ambiguë: la réflexion critique sur le passé alterne avec l'élan enthousiaste vers un nouveau départ. Il est judicieux d'évaluer ses faits et gestes et de remettre, si besoin est, la pendule à l'heure.

L'année 2015 a été pour la CGFP une année marquée par des hauts et des bas. La représentativité nationale de notre syndicat a été, une fois de plus, confirmée par les résultats des élections sociales, 25 des 27 sièges remportés par les délégués de la CGFP et de la FGFC, partenaires engagés et solidaires de longue date. La composition de la Chambre des fonctionnaires et employés publics montre clairement qu'il n'y a pas de moyen pour contourner la CGFP dans tout ce qui concerne la fonction publique.

Le résultat du référendum a révélé que la CGFP est plus proche de la population que les élus. Soucieuse de soutenir une véritable intégration des non-Luxembourgeois par la voie de la double nationalité, la CGFP s'est vue confrontée aux coups bas gratuits de ses détracteurs les plus acharnés qui ne se sont pas gênés d'accuser la fonction publique de tendances réactionnaires et xénophobes. Pour que ce soit clair une fois pour toutes: la CGFP soutient l'intégration des non-Luxembourgeois dans notre société et dans notre marché de l'emploi; il va sans dire également que sans l'appui des salariés frontaliers notre économie ne saurait guère prospérer à ce point. Cependant une véritable intégration ne peut se faire que si les postulants font preuve d'un intérêt sincère pour la culture, la politique et la langue nationales en optant pour la double nationalité. C'est pourquoi la CGFP continue à insister qu'un niveau sérieux des connaissances de la langue luxembourgeoise reste une condition sine qua non pour accéder à la nationalité luxembourgeoise.

D'un autre côté, la CGFP constate qu'un démantèlement à peine voilé, amorcé déjà par l'ancien gouvernement, des conditions de travail, voire des acquis sociaux de la fonction publique, est en train de s'opérer en catimini: qu'il s'agisse de l'abolition du trimestre dit «de faveur», de la baisse des frais de route et de séjour, de l'augmentation considérable des loyers pour les logements de service – mesures décidées unilatéralement sans consultation préalable des représentants syndicaux. Que reste-t-il des promesses d'hier assurant un dialogue social en toute transparence?

Finalement, la réforme de la fonction publique, résultat de négociations longues et difficiles, a été mise en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> octobre. Comme tout accord, cette réforme représente un consensus qui bien évidemment n'a pu satisfaire entièrement tout le monde. Toujours est-il que la CGFP a su obtenir bon nombre d'améliorations des conditions de travail des fonctionnaires et employés de l'État: avancements automatiques, retraite progressive, travail à temps partiel pour raisons de santé, reclassement de certaines carrières, pour ne citer que quelques exemples. Dans ce contexte, il est scandaleux que des dirigeants de certains établissements publics se permettent d'ignorer une décision gouvernementale basée sur un accord conclu avec le syndicat représentatif et de refuser tout simplement la transposition des avancements automatiques au sein de leur administration. La CGFP exige du gouvernement qu'il somme les responsables concernés à respecter les accords!

À propos accord: en 2016, un nouvel accord salarial devra être négocié avec le gouvernement. Bien que le dialogue social semble actuellement mis en veilleuse, conséquence malencontreuse sans doute de la présidence luxembourgeoise de l'Union Européenne, nous insistons pour que les responsables poli-



Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2015, de nombreuses dispositions sont entrées en vigueur au sein de la fonction publique suite à la transposition des textes portant sur la réforme statutaire.

A cette occasion, la CGFP informe régulièrement ses membres des modifications importantes et dans cette édition, nous nous consacrons entre autres aux changements intervenus dans le cadre de l'allocation de famille.

Pour mieux répondre aux multiples questions, nous publions un tableau comparatif de l'allocation de famille présentant le régime avant et après l'entrée en vigueur de la réforme, accompagné de questions-réponses (voir pages 14 et 15).

### Dans ce numéro

<b>Dienstrechtsreform</b> Bewertungssystem bleibt fragwürdig	<b>3</b>	<b>„fp“-Themenreihe</b> Maßnahmen gegen Radikalisierung?	<b>16-17</b>
<b>CGFP-Vorstandekonferenz</b> Gegen weitere einseitige Sparmaßnahmen	<b>6-13</b>	<b>Bausparen</b> Ein „fp“-Gespräch mit dem BHW-Vorstandsvorsitzenden	<b>20-21</b>
<b>Allocation de famille</b> Questions et réponses	<b>14-15</b>	<b>CGFP-Reisen</b> Neuseeland und Straße von Malakka	<b>27</b>
<b>CMFEP</b> CGFP stellt Vorsitzenden der Staatsbeamtenkrankenkasse	<b>15</b>	<b>Spécial Auto</b> Eine Beilage zum Festival	<b>29-36</b>

tiques réactivent dès à présent un dialogue social digne de ce nom. Il va sans dire que la CGFP s'engagera à fond pour améliorer les conditions de travail des agents de l'État. D'autres défis nous attendent comme la réforme fiscale à réaliser dans le dialogue avec tous les partenaires sociaux et en toute transparence. La CGFP défendra les particuliers, les ménages, les familles contre toutes mesures d'épargne unilatérales aux seuls dépens des

personnes physiques. Pour la CGFP, outre son engagement pour la fonction publique, ce sont tous les salariés qui comptent, celles et ceux qui, au fil des jours, font un travail honnête pour vivre décemment.

En ce début d'année, le bureau exécutif de la CGFP exprime ses meilleurs vœux à tous ses membres et les remercie de leur confiance et de leur engagement pour la cause commune.

Claude HEISER

**fonction  
publique**

Organe de la Confédération Générale  
de la Fonction Publique **CGFP**

Éditeur: CGFP  
488, route de Longwy,  
L-1940 Luxembourg  
Tél.: 26 48 27 27-1 – Fax: 26 48 29 29  
E-mail: cgfp@cgfp.lu  
Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30  
La reproduction d'articles, même  
par extraits, n'est autorisée qu'en  
cas d'indication de la source.  
Les articles signés ne reflètent pas  
nécessairement l'avis de la CGFP.

**LUXEMBOURG-GARE**  
**PORT PAYÉ**  
**P/S. 141**





# L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT  
LE SAMEDI MATIN**



## LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg  
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu  
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h



Das A und O der Dienstrechtsreform (4)

# Die Reform im öffentlichen Dienst

## Das Bewertungssystem

Am 24. März gab die Abgeordnetenkammer grünes Licht nicht nur für die Umsetzung des Gehälterabkommens, sondern auch für die Reform im öffentlichen Dienst. Die geplanten Neuregelungen traten bekanntlich am 1. Oktober 2015 in Kraft. Diese teilweise tiefgreifenden Änderungen betreffen alle Bereiche des öffentlichen Dienstes und rufen angesichts ihrer Tragweite bei so manchem wohl ein Gefühl der Verunsicherung hervor. „fonction publique“ widmet sich in einer Artikelreihe, ohne den Anspruch auf Vollständigkeit zu erheben, der Reform im öffentlichen Dienst und beleuchtet ausführlich die großen Veränderungen in den Bereichen: Gehälter und Karriere, Rekrutierung, Führung durch Zielvereinbarung, der individuelle Arbeitsplan sowie das dazugehörige Bewertungssystem. Im vierten und letzten Beitrag innerhalb dieser Serie lesen Sie nun, wie das neue Bewertungssystem funktionieren soll.

Das für die CGFP nach wie vor mehr als fragwürdige Bewertungssystem wird ab dem letzten Grad des „niveau général“ für den Übergang in den „niveau supérieur“ appliziert, also frühestens 12 Jahre nach der ersten Ernennung, sowie anschließend für jede Beförderung und jeden Aufstieg im „niveau supérieur“. Es wird auch für Staatsbedienstete in Führungspositionen angewendet.

Während der letzten drei Monate der jeweils drei Jahre andauernden Referenzperiode findet ein sogenanntes Beurteilungsgespräch („entretien d’appréciation“) zwischen dem Staatsbediensteten und seinem unmittelbaren Vorgesetzten statt. Im Verlauf dieser Besprechung werden seine Leistungen im Vergleich mit den, von der Verwaltung festgelegten, Bewertungskriterien analysiert und diskutiert. Dabei ist es dem Arbeitnehmer freigestellt, ob er einen Kollegen aus seiner Verwaltung hinzuziehen will, ebenso kann auch der Leiter der Verwaltung oder dessen Vertreter an dieser Besprechung teilnehmen.

Zu den oben genannten Bewertungskriterien zählen die genaue Stellenbeschreibung, nämlich die theoretischen, praktischen und sozialen Kompetenzen, die für seinen Postens vorgesehen sind, das individuelle Mitarbeitergespräch zwischen dem Arbeitnehmer und seinem Vorgesetzten, das während des letzten Jahres der Referenzperiode stattfindet, sowie der individuelle Arbeitsplan, welcher die Aufgaben und Zielsetzungen der Verwaltung auf den Einzelnen überträgt (eine Praxis, der die CGFP bekanntlich sehr skeptisch gegenübersteht).

Anschließend an das Bewertungsgespräch legt der Vorgesetzte der Verwaltungsleitung eine schriftliche, begründete Bewertung vor, in der auch die Bemerkungen des Bediensteten selbst vermerkt sind. Der Direktor vergleicht die Schlussfolgerungen beider Parteien und ermittelt daraus das Resultat der Bewertung.



Dieses Ergebnis wird in vier Kategorien eingeteilt:

- Niveau 4: Der Staatsbedienstete übertrifft die Erwartungen und erhält während der nächsten Referenzperiode drei zusätzliche Urlaubstage als Anerkennung für seine Leistungen.
- Niveau 3: Der Staatsbedienstete erfüllt alle Anforderungen, er hat weder mit positiven, noch mit nachteiligen Auswirkungen zu rechnen.
- Niveau 2: Konnte der Arbeitnehmer während der vorausgegangenen drei Jahre nur einige Erwartungen nicht zur Zufriedenheit aller einhalten, wird ihm empfohlen, an Weiterbildungskursen teilzunehmen, in den Bereichen, in denen er seine Kompetenzen verbessern und erweitern muss.
- Niveau 1: Bei Nichterfüllung vieler oder aller Kriterien in der Stellenbeschreibung, wird die Prozedur zur Verbesserung der beruflichen Leistungen eingeleitet.

### „Dispense de service“ und „Lifelong Learning“

Um sich weiterzubilden und den Anforderungen seines Postens gerecht zu werden, kann der Staatsbedienstete im Rahmen des „Lifelong Learning“ an Fortbildungskursen teilnehmen. Hierzu kann er von der sogenannten „dispense de service“ profitieren, wenn er seinen Bildungsurlaub schon aufgebraucht hat. Er wird also für die Dauer der Schulungen vom Dienst befreit. Dabei gilt es zu beachten, dass dieser Dispens maximal 20% seiner Arbeitszeit einnehmen kann und das während höchstens zwei Jahren. Zusätzlich verpflichtet er sich dazu, anschließend für 10 Jahre im Dienste des Staats zu bleiben, ansonsten muss er selbst für die Kosten der Weiterbildung aufkommen.

Wenn der Arbeitnehmer in der Folge einer Niveau-2-Bewertung an solchen Schulungen teilnehmen muss, gilt es zu erwähnen, dass diese Kurse dann nicht als Weiterbildungen, die erforderlich sind, um in den nächsthohen Grad wechseln zu können, angerechnet werden.

### Die Prozedur zur Verbesserung der beruflichen Leistungen

Eine Niveau-1-Bewertung führt dazu, dass der Staatsbedienstete

während maximal einem Jahr an einem Unterstützungsprogramm teilnehmen muss, um das erforderliche Leistungsniveau wieder zu erreichen. Diese Prozedur kann übrigens auch dann eingeleitet werden, wenn die Leistungen des Staatsbediensteten, unabhängig vom Bewertungsgespräch, als unzureichend empfunden werden. Dieser „Fahrplan“ wird auf den jeweiligen Teilnehmer zugeschnitten und beinhaltet eine individuelle Begleitung während seiner Laufzeit sowie zahlreiche Schulungen mit dem Schwerpunkt auf den Entwicklungszielen, die in der Stellenbeschreibung vorgesehen sind.

Nach Abschluss dieses Programms wird der Staatsbedienstete erneut bewertet. Erreicht er nun die Niveaus 2, 3 oder 4, wird die Verbesserungsprozedur beendet, bleibt er weiterhin im Niveau 1, wird die „procédure d’insuffisance professionnelle“ eingeleitet, eine spezielle Prozedur, anhand derer er auf einen anderen Posten oder in einen niedrigeren Grad in seiner Gehaltsgruppe versetzt, oder sogar von seinem Amt enthoben werden kann.

leitet, eine spezielle Prozedur, anhand derer er auf einen anderen Posten oder in einen niedrigeren Grad in seiner Gehaltsgruppe versetzt, oder sogar von seinem Amt enthoben werden kann.

Für die CGFP bleibt selbst das auf ein Minimum zurückgeführte Bewertungssystem fragwürdig und sinnlos. Der Aufwand ist im Vergleich zu den Ergebnissen einfach zu groß und steht in krassem Widerspruch zur hochgepriesenen administrativen Vereinfachung. Daher appelliert die CGFP an die Regierung, auf den Bewertungsmechanismus zu verzichten – am besten noch, bevor er überhaupt umgesetzt wird.

[www.cgfp.lu/reforme.html](http://www.cgfp.lu/reforme.html)

## En souvenir de Maurice Schmitz

Maurice Schmitz vient de nous quitter.

Avec lui nous perdons un homme de caractère, serviable, engagé et travailleur.

Serviteur de l’Etat de la vieille école, il avait une haute conception du service public. Tout jeune il s’est dévoué au syndicalisme fonctionnaire, avant d’être appelé de 1963 à 1966 à la présidence de l’Association Générale des Fonctionnaires de l’Etat AGF, prédécesseur de la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP d’aujourd’hui.

Elu délégué de sa carrière professionnelle il siégeait à la nouvelle Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics dès sa création en 1965 avec un mandat toujours renouvelé jusqu’en 1980. Il s’y est fait remarquer par ses qualités d’analyse et par ses prises de position, commentaires et propositions pertinentes.

Maurice Schmitz était un spécialiste des assurances sociales, un domaine vaste et complexe, mais qui lui était cher, et auquel il a consacré toute sa vie professionnelle.

C’est à son initiative et avec le concours de proches amis que l’association des cadres fonctionnaires de l’époque a rallié finalement en 1975 dans un élan de solidarité le grand mouvement syndical de la fonction publique, permettant ainsi la fusion avec l’Entente des Cadres CGFP d’alors et de réaliser ainsi l’unité sous la bannière de l’Association Générale des Cadres, l’une des grandes composantes actuelles de l’organisation faïtière du secteur public, la CGFP.

Même à la retraite Maurice Schmitz suivait avec un vif intérêt l’action et l’évolution de la CGFP et restait un fidèle de ses assises.

La CGFP et tous ceux qui l’ont connu et fréquenté garderont du cher défunt un souvenir ému et reconnaissant.



Miles & More  
Lufthansa

Luxair



Souscrivez dès maintenant et bénéficiez d’avantages attrayants!  
Infos sur [www.miles.lu](http://www.miles.lu), souscription dans votre agence BCEE

Décision rapide récompensée: jusqu’à 250 € de remise sur votre prochain vol Luxair\*

Exclusivité BCEE

CUMULEZ DES MILES!  
SUR TERRE ET DANS LES AIRS.

Cumulez des Miles de prime à chacun de vos achats. Et profitez-en deux fois plus chez Luxair\* et tous les autres partenaires Miles & More!



SPUERKEESS  
Äert Liewen. Är Bank.

\* à l’exclusion des vols et voyages LuxairTours, voir conditions générales de vente Luxair disponibles sur [www.miles.lu](http://www.miles.lu)

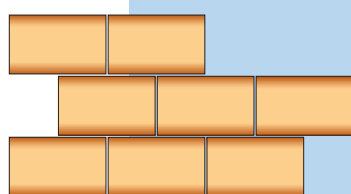
Banque et Caisse d’Épargne de l’Etat, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775, [www.bcee.lu](http://www.bcee.lu), tél. (+352) 4015-1



# CGFP-Baukredit



**Ihr  
Vorteil**



Ein **Direkt**-Abschluss  
Ihres Bausparvertrages bei  
der Oeuvre CGFP d'Epargne-  
Logement, der Fach-Einrichtung  
der Berufsorganisation der  
öffentlichen Funktion, sichert  
Ihnen den landesweit schnellsten  
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche  
und kompetente Beratung:

**Tel.: 47 36 51**

**CGFP**  **Logement**



# StandPunkte

Reformieren, fit machen, anpassen, den neuen Herausforderungen wirksam begegnen usw. – alles Begriffe, die benutzt werden, um u.a. aufzuzeigen, dass es wichtig und nötig ist, Veränderungen, ob in der Privatwirtschaft oder im öffentlichen Dienst, anzukündigen und zu rechtfertigen. Es ist richtig, dass sich die Welt stets verändert und dass Anpassungen von Nöten sind, um der Zukunft wirksam zu begegnen. Diese Anpassungen sollten jedoch nicht nur aus wirtschaftlicher Sicht erfolgen, vielmehr – und hier tragen die Regierung und der öffentliche Sektor große Verantwortung – muss Wert auf die soziale und humane Komponente, die den Zusammenhalt und ihren Teil zum Fortbestand unserer Gesellschaft und unseres Zusammenlebens größtenteils garantieren und leisten, gelegt werden. In der Wirtschaft bedeuten Reformen vor allem Stellenabbau und Maximierung der Gewinne.

Die Regierung verleitet dies allzu gerne dazu, öffentliche Einrichtungen („Etablissements publics“) zu schaffen, um so „flexibler“ und wirtschaftlicher handeln zu können. Dies bedeutet im Klartext, dass das Statut des Personals verändert wird, um die Möglichkeit zu schaffen, auch „Saliariés“ einstellen zu können, um so in Zukunft den öffentlichen Beamten und Angestellten allmählich zu verdrängen. In diesen „Etablissements publics“ sind dann Mitarbeiter mit unterschiedlichem Statut beschäftigt, die einen, die den Regeln des öffentlichen Sektors unterliegen, und die anderen, die nach privatrechtlichen Kriterien eingestellt sind. Dies führt zwangsweise, wie es die Vergangenheit zeigt, sehr häufig zu zwischenmenschlichen Konflikten, die das Arbeitsklima negativ beeinflussen. Diese Probleme sind oft durch eine schlechte Personalpolitik hausgemacht. Und ab und zu kann man sich des Verdachts nicht erwehren, dass dies obendrein mit voller Absicht geschieht.

Die CGFP ist auch weiterhin gegen die Umwandlung von Verwaltungen in „Etablissements publics“, weil es ausreichend Beispiele gibt, die beweisen, dass Verwaltungen, falls man ihnen die nötigen Instrumente an die Hand gibt, den Herausforderungen der heutigen Zeit durchaus gewachsen sind und diese mit Bravour meistern.

Falls „Etablissements publics“ aus rechtlichen Gründen geschaffen werden müssen, wie dies offensichtlich bei der Reorganisation der Rettungsdienste der Fall sein soll, Gründe, die ich persönlich zwar nicht nachvollziehen kann, geht Minister Dan Kersch den soeben angeführten Problemen insofern aus dem Weg, als das Gesetz vorsieht, dass die hier Beschäftigten allesamt unter das Statut des öffentlichen Dienstes fallen. (Es geht also doch!?)

Es ist nicht immer leicht, Verwaltungen zu reformieren und die nötige Akzeptanz beim Personal zu erreichen. Reformen lassen sich aber nur mit den Beschäftigten durchführen und nicht gegen sie. Das Personal muss mit guten Argumenten überzeugt und ihre Zukunftsängste betreffend anstehende Veränderungen so weit wie nur möglich zerstreut werden. Ich gebe mich hier nicht der Illusion hin, dass man alle mit ins Boot bekommt, es wird immer eine Minderheit geben, die sich Veränderungen bis zum Schluss widersetzen wird. Es gilt, diesen Prozentsatz so niedrig wie möglich zu halten. Ich glaube, bei der Reform der ADEM ist dies gut gelungen. Hier wurde, nach einem externen Audit, versucht, den Herausforderungen zu begegnen und die Weichen für die Zukunft richtig zu stellen. Dies war bestimmt nicht einfach, jedoch mit einer, meiner Meinung nach, guten Informationspolitik, Beharrlichkeit in der Sache und einem gewissen Verständnis konnte die Reform durchgeführt werden. Die ADEM ist dank Minister Nicolas Schmit eine Verwaltung geblieben, denn sein Vorgänger im Amt sah eine Reform lediglich in der Umwandlung der Behörde in ein „Etablissement public“, andere Absichten waren nie in Erfahrung zu bringen. Die ADEM leistet eine hervorragende Arbeit, trotz eines anhaltenden Personalmangels. Es werden ab und zu immer wieder Stimmen laut, die den Status eines „Etablissement public“, aus welchen Gründen auch immer, einfordern. Die ADEM kann nur Beschäftigung vermitteln, keine schaffen, dies kann sie mit Hilfe des Privatsektors, der das größte Angebot an Arbeit hat. Der Staat als Arbeitgeber verschließt sich ebenfalls nicht seiner Verantwortung. Unsere Haltung ist klar: Wir werden uns allen Strömungen widersetzen, die darauf hinauslaufen, der ADEM ihren Verwaltungsstatus zu nehmen.

Ein neues Jahr hat begonnen, die Feste zum Jahreswechsel gehören der Vergangenheit an und das politische Leben in und um Luxemburg hat wieder an Fahrt aufgenommen. Über die international bestehenden, gravierenden Probleme hinaus, kommen, im Anschluss an ein turbulentes Jahr, das mit der sechsmonatigen EU-Ratspräsidentschaft Luxemburgs, in der die nationalen Themen etwas in den Hintergrund gedrängt wurden, einen seiner Höhepunkte erreichte, jetzt, im Jahr vor den Gemeindewahlen, so manche große Herausforderungen auf die Regierung und somit auf das ganze Land zu.

Getrost kann man behaupten, dass die Ratspräsidentschaft einen echten Erfolg für Luxemburg und seinen öffentlichen Dienst darstellt, wurde doch erneut mit einer im Vergleich zum Ausland stark eingeschränkten Zahl an Bediensteten mit viel Geschick, Können und Fachwissen die Ratspräsidentschaft gemeistert. Die Regierung konnte sich einmal mehr auf einen gut funktionierenden, effizienten öffentlichen Dienst verlassen, der zu Recht für sich den Löwenanteil an diesem Erfolg in Anspruch nehmen kann.

Dies ist umso bemerkenswerter, als es während der abgelaufenen Ratspräsidentschaft große Probleme zu meistern galt. Ein nicht unwesentliches war (und ist) die Flüchtlingskrise, die uns ganz sicher auch in den kommenden Monaten beschäftigen wird.

Ohne den unermüdlichen Einsatz aller anderen, zum Teil freiwilligen Helfer aus allen gesellschaftlichen Bereichen, schmälern zu wollen, kommt auch gerade hier dem öffentlichen Dienst eine Schlüsselrolle zu, so geschehen beim Empfang und der raschen Unterbringung der betroffenen Menschen.

Ein nächster, wenn nicht noch weitaus wichtigerer Schritt, wird es sein, all jenen, denen Asyl gewährt wird, eine gelungene Integration in unsere Gesellschaft zu ermöglichen. Auch hier wird der öffentliche Dienst seine Verantwortung voll und ganz übernehmen.

Neben dieser für uns alle wesentlichen Herausforderung, die es erfolgreich zu meistern gilt, gibt es in den Bereichen Bildungspolitik, Familienpolitik oder Soziale Sicherheit – Stichwort Pflegeversicherung – noch einige heiße Eisen, die die Regierung (hoffentlich) im Dialog mit den Sozialpartnern anzupacken gedenkt.

Stichwort Dreierrunde: Bekanntlich wurden die geplanten Gespräche in der „Tripartite“ mit den Sozialpartnern ja, unter anderem, wegen der Verpflichtungen während der Ratspräsidentschaft auf dieses Jahr verschoben.

In diesem Zusammenhang werden die Verhandlungen rund um die angekündigte Steuerreform zur alles entscheidenden Nagelprobe für die Zukunft der Regierung werden.

Wird es nur ein Reförmchen werden, durch das die Unternehmen einseitig bevorzugt werden sollen, oder traut sich die Regierung eine echte, tiefgreifende Reform zu, die insbesondere all jene, die bei jeder Steuererhöhung zur Kasse gebeten werden, die Mittelschicht, substantiell entlasten wird?

Gerade dies bleibt abzuwarten. Die rezenten Steuergeschenke zu Weihnachten an multinationale Großbetriebe lassen im Moment eher leider auf Ersteres deuten. Mit Fug und Recht darf man sich jedoch schon die Frage stellen, ob eine Steuerreform, die diese Bezeichnung auch verdient, in einem jetzt schon absehbaren Rekordtempo bis zu ihrem Inkrafttreten am 1. Januar 2017, über die politische Bühne gebracht werden kann.

Die nächsten Wochen werden dies zeigen, hat sich doch die Regierung im November 2014 durch ein verbindliches Abkommen mit den Gewerkschaften dazu verpflichtet, sie bei der Ausarbeitung einer solchen fundamentalen Reform mit ins Boot zu nehmen.

Laut rezenten Aussagen bestimmter Regierungsmitglieder scheinen sich die Koalitionspartner über die Grundausrichtung schon einig zu sein. Es ist jetzt höchste Eisenbahn, alle Sozialpartner, insbesondere die Gewerkschaften, endlich auch ins Bild zu setzen, damit

## Reformen mit nachhaltiger Wirkung



Camille M. Weydert, CGFP-Vizepräsident

Die ADEM ist für mich ein gutes Beispiel, das zeigt, wie man Verwaltungen positiv im Sinne der eigentlichen Zielsetzung reformieren kann in einem größtmöglichen Einklang und unter Einbindung der betroffenen Mitarbeiter. Es liegt mir sicherlich fern, die Situation auf Ebene der Direktion zu kommentieren, ich komme aber nicht umhin, die Kompetenz der Direktion der ADEM hervorzuheben, war es doch sie mit ihren engsten Vertrauten, welche die positive Reform mit viel Geschick umsetzen konnte. Der Reformprozess wird nie abgeschlossen sein, weil tagtäglich neue Herausforderungen anstehen.

Die „Inspection du Travail et des Mines“, deren Ursprung bis in das Jahr 1869 reicht, soll ebenfalls reformiert werden, um den an sie gestellten Herausforderungen gerecht zu werden. Dass dies von Nöten ist, ist indiskutabel. Um diese Reform umzusetzen, meint Minister Nicolas Schmit, dass man „frisches Blut“ brauche, um dieser Aufgabe gerecht zu werden. Der zuletzt amtierende Direktor beauftragte eine sogenannte „headhunter-Firma“, um eine geeignete Person für diesen Job ausfindig zu machen. Die Auswahl fiel auf den derzeitigen Direktor ff. Von Anfang an gab es Probleme mit den Mitarbeitern der ITM, und es ist bis jetzt nicht möglich gewesen, eine Einigung zu erzielen. Zugespißt hat sich die Lage insbesondere nach der Veröffentlichung eines Artikels im „Lëtzebuerger Land“ vom 2. Oktober 2015. Überschrift: „Le je-m'en-foutisme, la léthargie et l'impuissance: Qu'est-ce qui explique la longue déchéance de l'inspection du travail et des mines, et est réversible? Sisyphe“. Ich werde an dieser Stelle nicht den ganzen Artikel zitieren, all die Anschuldigungen, Beschuldigungen Verleumdungen usw., die der Direktor ff maschinen-gewehrshalvenartig auf die gesamte Belegschaft hier abschießt.

Dass vieles bei der ITM im Argen liegt, will niemand bezweifeln. Dass Reformen dringend nötig und eine Aufstockung des Personals unbedingt erforderlich ist, steht ebenso außer Zweifel. Hier stelle ich jedoch die Gretchenfrage: Besitzt der Direktor ff die nötigen Voraussetzungen und Fähigkeiten, um positive Reformen in die Wege zu leiten? – gegen das gesamte Personal, mit vielleicht wenigen Ausnahmen. Hat er sich nicht selbst zum Buhmann gemacht, durch seine Taktlosigkeit und Impertinenz, und kann dadurch die von der Regierung gesteckten Ziele nicht erreichen?

Ich will das Arbeitsklima in der ITM nicht weiter schildern, weiß aber, dass durch die „Herrschaft“ des Direktor ff Angst, welche die Arbeit der ITM größtenteils lähmt, herrscht. Es genügt eben nicht, von einer „headhunter-Firma“ auserkoren zu werden und im Nigeria für Arcelor-Mittal gearbeitet zu haben, um über die nötigen Fähigkeiten zu verfügen, um eine Verwaltung wie die ITM zu neuen Ufern zu führen. Alles Positive, das ich bei der Umsetzung der Reform der ADEM aufgezeichnet habe, vermisste ich nicht nur hier bei der ITM, nein hier wird von vorneherein jegliche Grundlage zum Gelingen einer Reform der ITM zerstört. Ein Häuptling kann keinen Krieg ohne seine Indianer gewinnen.

Ich will mit den Aussagen von Minister Nicolas Schmit in besagtem „Land“-Artikel, auf die Absetzung der früheren Direktorin der ADEM angesprochen, schließen. Hier heißt es im Wortlaut: „Et il ajoute, avec fierté: ‚Ce n'est pas simple de démettre un fonctionnaire, je le sais entretemps. Malgré cela, j'ai réussi à faire ce que peu de ministres font'“?!

## 2016 – das entscheidende Jahr



Romain Wolff, CGFP-Generalsekretär

der soziale Frieden gewahrt bleibt. Denkbar fatal wäre es, wenn bekannt würde, dass, genau wie bei den offiziellen Koalitionsverhandlungen der jetzigen Regierung schon im Vorfeld der Gespräche mit den Sozialpartnern, bei den Vorbereitungen Lobbyisten aus der Berater- und Finanzbranche sich mit der Regierung am Tisch befunden hätten, ein Umstand, der das Abkommen der Regierung vom 28. November 2014 mit den Gewerkschaften zur Steuerreform ad absurdum führen würde.

Die Regierung hat auch einen Vorentwurf zu einem neuen, überarbeiteten Nationalitätengesetz vorgelegt, der ganz sicher Anlass zu kontroversen Diskussionen bieten wird, ganz besonders, was das Niveau des Verständnisses der Luxemburgisch-Kenntnisse der Anwärter betrifft, das weiter verschlechtert werden soll.

Auch im öffentlichen Dienst wird das gerade begonnene Jahr nicht ein wahrlich ruhiges werden.

Einmal abgesehen von den anstehenden Gehälterverhandlungen, die aufgrund des vorbildlichen Einsatzes der öffentlich Bediensteten erfolgreich abgeschlossenen Ratspräsidentschaft (allein bei der Polizei rund 20.000 Überstunden) und ihres unermüdlichen Einsatzes bei der ansatzweisen Bewältigung der Flüchtlingskrise sowie der Terrorismusbekämpfung zu einem annehmbaren Ergebnis führen müssen, ist die von der Vorgängerregierung initiierte und mit der CGFP ausgehandelte Reform des Dienstrechts in vielen Bereichen noch mit ganz zahlreichen Umsetzungsproblemen behaftet, die es auszumerzen gilt.

Praxis und Theorie liegen auch hier weit auseinander, nicht alles ist im täglichen Verwaltungsleben auch umsetzbar, wie zum Beispiel die sogenannten „Mitarbeitergespräche“, ein administratives Monster, das wenig Konkretes bringt, außer einem enormen Verwaltungsaufwand an Zeit und Ressourcen.

Darüber hinaus gibt es öffentliche Einrichtungen, die sich anscheinend nicht an das mit der Regierung getroffene Abkommen gebunden zu fühlen scheinen, wenn es um die Umsetzung der automatischen Beförderungen geht.

Auch das leidige Thema der Dienstwohnungen, eine reine Sparmaßnahme, steht immer noch an und wird uns auch zu Beginn dieses Jahres weiter Kopfzerbrechen beschern. Vieles steht an, wenig ist schon geklärt. Das Jahr 2016 wird ganz sicher kein einfaches werden.



49. Vorstände Konferenz der CGFP

# CGFP gegen weitere einseitige Sparmaßnahmen

CGFP drängt auf unverzügliche Umsetzung der vereinbarten Abkommen  
in *allen* Bereichen des öffentlichen Dienstes

Dass das über mehrere Jahre hinweg mit der damaligen Regierung verhandelte und im März vergangenen Jahres in der Abgeordnetenkammer votierte Reformvorhaben für den öffentlichen Dienst nun endlich in allen Bereichen des öffentlichen Dienstes, insbesondere auch in den öffentlichen Einrichtungen, umgesetzt werden müsse, war am Montag, dem 7. Dezember 2015, eine der Hauptforderungen vor der 49. CGFP-Vorstände Konferenz. Die diesbezügliche Botschaft an die Adresse der Regierung war klar und deutlich: „Mir fuederen d'Regierung op ze intervenéieren, dass och an den Etablissements publics eis Ofmaachungen agehal ginn – an zwar ganz besonnensch déi positiv Punkten!“, hieß es mit Blick auf die Staatssparkasse. Vor dem Hintergrund der für das Jahr 2017 angekündigten grundlegenden Steuerreform forderte die CGFP-Vorstände Konferenz des Weiteren eine gerechtere Verteilung der Steuerlast zwischen den Unternehmen und den privaten Haushalten. Einseitig getroffene Entscheidungen zu Lasten der Arbeitnehmer im Allgemeinen und der öffentlichen Bediensteten im Besonderen wies das höchste Organ aller CGFP-Gremien einmal mehr mit aller Entschlossenheit zurück, seien es doch gerade die privaten Haushalte gewesen, die durch zusätzliche Belastungen wie die Erhöhung der Mehrwertsteuer oder die Einführung der „Zukunftssteuer“ maßgeblich zur Sanierung der Staatsfinanzen beigetragen hätten.

Der große Festsaal des „Parc Hôtel Alvisse“ in Dommeldingen war bis auf den letzten Platz besetzt, als CGFP-Nationalpräsident Emile Haag die 49. Vorstände Konferenz der Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP eröffnete. Unter den statutarischen Organen der CGFP nimmt die „Conférence des Comités“, die Zusammenkunft der Vorstände der über 60 CGFP-Fachverbände, in der Tat einen ganz besonderen Stellenwert ein, verabschiedet sie doch das aktualisierte Aktionsprogramm der CGFP und nimmt Stellung zu den brennenden Gegenwartsproblemen.

Es oblag CGFP-Nationalpräsident Emile Haag, die Anwesenden herzlich willkommen zu heißen, darunter zahlreiche aktive, aber auch bereits pensionierte Kollegen, die immer noch bereitstünden, wenn es darauf ankomme; der vormalige, für den öffentlichen Dienst zuständige Staatssekretär und Kollege Jos. Schaack; mehrere Abgeordnete; Vertreter der politischen Parteien, der Ministerien und Verwaltungen; sowie die Exekutive der befreundeten FGFC, der Gewerkschaft des Gemeindepersonals. Ebenfalls begrüßen konnte der CGFP-Nationalpräsident den Direktor der Berufskammer der öffentlichen Bediensteten, Georges Muller, mit seinen Mitarbeitern, genauso wie die

CGFP-Mitarbeiter am CGFP-Gewerkschaftssitz, alle Delegierten der höchsten CGFP-Gremien und Vertreter der mehr als 60 CGFP-Fachverbände, die allein schon durch ihre Anwesenheit die Solidarität und Geschlossenheit der öffentlichen Funktion eindrucksvoll unter Beweis stellten. Entschuldigen musste CGFP-Nationalpräsident Emile Haag CGFP-Ehrengeneralsekretär Jos. Daleiden, den vormaligen Ersten Vizepräsidenten der CGFP Pierre Trausch sowie Maurice Schmitz als Vertreter der vormaligen AGF, die aus persönlichen bzw. gesundheitlichen Ursachen bedauerlicherweise nicht an der CGFP-Vorstände Konferenz teilnehmen könnten.

## „Vum Fale léieren d'Kanner goen“

Die CGFP-Vorstände Konferenz falle in diesem Jahr zeitgleich mit dem 25. Jahrestag der „Confédération Européenne des Syndicats Indépendants“ (CESI), deren Vorsitzender kein anderer sei als CGFP-Generalsekretär Romain Wolff, richtete sich CGFP-Nationalpräsident Emile Haag eingangs seiner Grußbotschaft an die zahlreich erschienenen Delegierten der CGFP-Fachverbände. Aus diesem Grunde wolle er auch CESI-Generalsekretär Klaus Heeger ganz besonders willkommen heißen, der nicht



Die CGFP verlange von Seiten der Politik, dass sie sich klar und deutlich für einen gut funktionierenden öffentlichen Dienst einsetze, so CGFP-Generalsekretär Romain Wolff vor der CGFP-Vorstände Konferenz



Der Zeitpunkt sei mehr als gekommen, die mit der Umsetzung der Dienstrechtsreform entstandenen Härtefälle aufzugreifen und einer Lösung zuzuführen, forderte CGFP-Nationalpräsident Emile Haag

nur an der Vorstände Konferenz teilnehmen, sondern in deren Verlauf auch das Wort ergreifen werde.

Die derzeitige Regierungsmannschaft indes habe vor kurzem ihren zweiten Geburtstag an der Spitze des Landes gefeiert. In gewisser Weise sei die Politik „mit dem richtigen Leben“ vergleichbar, meinte der CGFP-Nationalpräsident und fügte leicht spöttisch hinzu: „Vum Fale léieren d'Kanner goen“ – nur dürfe dies nicht allzu häufig passieren. CGFP-Generalsekretär Romain Wolff jedenfalls werde in seiner programmatischen Rede bestimmt noch auf wesentliche innenpolitische Knackpunkte zu sprechen kommen. Er selber, so Emile Haag weiter, wolle einige Angelpunkte kurz streifen, so u.a. die Reform des Dienstrechts und das Besoldungsabkommen, deren praktische Umsetzung sich als „eine wahre Zangengeburt“ erwiesen habe.

Im Gegensatz zu der von Regierungsseite eingegangenen Verpflichtung, sich an die im Rahmen der Dienstrechtsreform mit der Vorgängerregierung zustande gekommenen Abmachungen zu halten, hielten sich so manche Ministerien ganz und gar nicht an diese Verträge und betrieben stattdessen munter Sozialabbau und verlangten den öffentlichen Bediensteten weiterhin Sonderopfer ab. Gegen solche

Machenschaften werde sich die CGFP mit den dazu erforderlichen Mitteln zu wehren wissen.

Begründet werde diese Vorgehensweise immer wieder mit dem sogenannten „Zukunftssparpaket“, fuhr der CGFP-Nationalpräsident fort. Dabei befinde sich unsere Wirtschaft doch wieder im Aufschwung und der öffentliche Haushalt weise wieder ein Plus aus. Und Emile Haag wörtlich: „Dofir gëtt et elo Zäit, Schluss ze maache mam Spueren um Bockel vum Bierger.“

Auch sei der Zeitpunkt mehr als gekommen, die mit der Umsetzung der Dienstrechtsreform entstandenen Härtefälle aufzugreifen und einer Lösung zuzuführen. Der Rückschlag, den die Regierung beim Referendum vom 7. Juni 2015 habe wegstecken müssen, habe klar und deutlich gezeigt, dass – genau wie die CGFP – eine überwiegende Mehrheit den Weg der doppelten Staatsbürgerschaft befürworte, um unsere ausländischen Mitbürger am politischen Geschehen teilhaben zu lassen. Die CGFP sei nach wie vor bereit, Nicht-Luxemburger, die das wünschten, in unsere nationale Gemeinschaft einzubinden. Doch dürfe dies nicht durch eine Verwässerung der Sprachkompetenzen im Luxemburgischen passieren. Rund 30.000 ausländische Mitbürger hätten







Die CGFP-Exekutive (v.l.n.r.): Finanzverwalter Michel Cloos, der Erste Vizepräsident Claude Heiser, Nationalpräsident Emile Haag, Generalsekretär Romain Wolff und Vizepräsident Camille M. Weydert

diesen Weg bereits gewählt. Es sei demnach ein durchaus gangbarer Weg, um auf diese Weise die luxemburgische Staatsangehörigkeit zu erlangen.

Als „ein anderes heikles Thema“ wertete CGFP-Nationalpräsident Emile Haag die bevorstehende Steuerreform. In unabhängigen internationalen Rankings zählten luxemburgische Unternehmen schon seit langem zu den wettbewerbsfähigsten überhaupt. Es gebe demzufolge aber auch nicht die geringste Verpflichtung, den Unternehmen zusätzliche Steuergeschenke zu machen, bestenfalls noch auf Kosten der privaten Haushalte, die bei den direkten Steuern jetzt schon über 70 Prozent der Gesamtsteuerlast tragen. Ehrlicher Weise sollte aber erwähnt werden, dass es auch in Luxemburg eine neue Unternehmergeneration gebe, die es im Gegensatz zu einer Reihe ihrer Vorgänger durchaus verstehe, ihre Gesellschaften, mitunter über die Landesgrenzen hinaus, dynamisch aufzustellen, ohne dabei ihre luxemburgische Kundschaft zu enttäuschen.

Bezüglich der Terrorismusbekämpfung und des Zuwanderungsproblems sei die CGFP zuversichtlich, dass unsere Regierung beide Themenfelder auseinander halte und unsere altbewährte Weltoffenheit und Aufnahmebereitschaft im Rahmen unserer Möglichkeiten unter Beweis stelle. Es bleibe allerdings zu befürchten, dass diese Herausforderung zu einer wahren Zerreißprobe für die Europäische Union werde. Ausgerechnet diejenigen Länder, die am meisten von den Zuwanderern profitiert hätten, täten sich nun schwer, wenn es darum ginge, Menschen in Not zu unterstützen und finanziell unter die Arme zu greifen. Vor dem Hintergrund der noch bevorstehenden Reformen sei es daher von absoluter Notwendigkeit, dass alle Kräfte auf Landesebene dicht zusammenrückten und die Tripartite-Gespräche erneut aktiviert würden. Andernfalls riskierten wir alle, dabei den Kürzeren zu ziehen mit zum Teil schwerwiegenden Folgen für den Einzelnen.

Als parteipolitisch unabhängige und ideologisch neutrale Gewerkschaftsorganisation, die für die Interessen ihrer Mitglieder eintrete, ohne dabei die Belange des Landes außer Acht zu lassen, rufe die CGFP ihre Anhänger einmal mehr zum Schulterschluss auf, denn nur gemeinsam, so Emile Haag abschließend, gelinge es, den großen Herausforderungen der Zukunft zufriedenstellend zu begegnen.

### Politische Unabhängigkeit

Angesichts des 25-jährigen Bestehens der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften und vor dem Hintergrund der luxemburgischen EU-Ratspräsidentschaft in der zweiten Jahreshälfte 2015 oblag es im Anschluss CESI-Generalsekretär Klaus Heeger, ein Grußwort der CESI zu überbringen. Bereits im Jahre 1990, als die CESI gegründet wurde, habe die Zielsetzung darin bestanden, politische Unabhängigkeit, die Unabhängigkeit von Parteien, von politischen Strömungen und von den Arbeitgebern zu wahren. Und man habe die Unabhängigkeit von anderen Gewerkschaften gewollt, von Einheitsgewerkschaften in den ver-

schiedenen Ländern, die man für zu stark politisiert gehalten und von denen man angenommen habe, sie würden abweichende Gewerkschaftsmeinungen nur ungern zulassen. (Wir verweisen auf unseren eigenen Beitrag auf Seite 10 dieser Ausgabe.)

### Zusammenhalt über die Grenzen hinaus

„Schreiben ist leicht, man muss nur die falschen Wörter weglassen“, so zitierte CGFP-Generalsekretär Romain Wolff den allseits bekannten Schriftsteller Mark Twain zu Anfang seiner Rede. Anschließend an seinen Vordränger Klaus Heeger, der mit seinen Worten den Delegierten der Vorstände der CGFP-Verbände die CESI näher gebracht habe, wolle er die Wichtigkeit der Mitgliedschaft der CGFP in der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften unterstreichen. Es habe für die CGFP nie eine Alternative zur CESI gegeben, sei sie doch die einzige, die überhaupt noch unabhängige Gewerkschaften auf europäischem Plan vertrete, so wie die CGFP und ihr Kooperationspartner FGFC es seien. Die CESI repräsentiere Millionen von Mitgliedern. Sie sei, so könne man guten Gewissens behaupten, die Interessenvertretung des öffentlichen Dienstes in Europa und darüber hinaus und anerkannter Sozialpartner bei den europäischen Gremien, die Fragen zum öffentlichen Dienst behandelten. In den heutigen Zeiten, in denen viele Länder in Europa in großen Schwierigkeiten steckten, sei es von absoluter Wichtigkeit, auf dieser Ebene Einfluss auszuüben.

Wer die Einwohner Europas ernst nehme, wer die Mitarbeiter nicht gegeneinander ausspielen wolle und die sozialen Rahmenbedingungen nicht nur auf dem kleinsten, gemeinsamen Nenner zustande bringen wolle, der müsse heutzutage in Europa Einfluss ausüben. In der CESI erlebe man dies jeden Tag und sehe, dass einem Gehör geschenkt würde.

Angesichts der jüngsten Ereignisse in Europa, und besonders nach den barbarischen Terroranschlägen von Paris, die durch nichts zu rechtfertigen seien, und der Flüchtlingskrise, bleibe es darüber hinaus sehr wichtig, innerhalb einer solchen, starken, internationalen Organisation vertreten zu sein.

### Nationale Repräsentativität auf ein Neues gesichert

Die CGFP als Dachorganisation, als Konzentration von Berufsverbänden des öffentlichen Dienstes, ist überparteilich, sie steht keiner Partei näher als der anderen. Es bestehe also eine klare Trennung zwischen Gewerkschaftsarbeit und Parteipolitik und genau dies sei der Schlüssel ihres Erfolges, so Romain Wolff weiter und unterstrich: Die CGFP sei ganz klar national repräsentativ im öffentlichen Dienst, im Privatsektor sei sie es jedoch nicht.

Bei den Berufskammerwahlen, die im März 2015 abgehalten wurden, ging die CGFP wieder einmal als großer Gewinner hervor. Dieser Erfolg bestätige jedes Mal aufs Neue ihre nationale Repräsentativität! Gemeinsam mit der FGFC, mit der man auf eine langjährige exzellente und kollegiale Zusammenarbeit zurückblicken könne, besetze die CGFP in der Berufskammer des Öffentlichen Dienstes, Chfep, 25 der 27 Sitze für die nächsten 5 Jahre. Dies allein müsse ein sehr klares Zeichen darstellen.

Des Weiteren war das vergangene Jahr stark durch die Diskussionen rund um das Ausländerwahlrecht und die luxemburgische Nationalität gekennzeichnet. Nach dem Referendum, dessen Ausgang allseits bekannt sei, brachte erst kürzlich der Vorentwurf über das Nationalitätengesetz diese Debatte wieder in Gang. Die CGFP sei nach wie vor der Meinung, dass eine bessere Integration unserer ausländischen MitbürgerInnen und eine vermehrte Teilnahme am politischen Geschehen ihrerseits über den Weg der luxemburgischen Staatsbürgerschaft, also auch über eine eventuelle doppelte

Nationalität, führen solle. Nach der Präsentation des Vorentwurfs zum Gesetz über die luxemburgische Staatsangehörigkeit sei nun klar geworden, dass die Regierung ihren Weg nicht alleine gehen wolle, sondern einen größtmöglichen Konsens erstrebe. Vor der Hinterlegung eines definitiven Gesetzesentwurfs in der Abgeordnetenkammer werde es also voraussichtlich noch reichlich Diskussionen und Gelegenheiten zum Ändern einiger Punkte geben, um die Finalität der Reform zu erfüllen, die da laute: „...de favoriser l'intégration sociétale et politique des citoyens non-luxembourgeois au Luxembourg ainsi que de renforcer la cohésion au sein de la communauté nationale.“ Dieser Finalität könne die CGFP nur zustimmen.

Weniger einverstanden sei sie jedoch mit der Tatsache, dass die Regierung ein Herabsetzen der Sprachkenntnisse im Luxemburgischen plane, die benötigt sind, um die Staatsbürgerschaft zu erhalten. So sehe der aktuelle Vorentwurf vor, die sprachlichen Kompetenzen beim „Verstehen“ der luxemburgischen Sprache von heutzutage B1, einem nicht übertrieben hohen und komplizierten Schwierigkeitsgrad, auf A2 herunter zu senken. Das sei in etwa so, als könne man in Spanien einen einfachen Satz, wie beispielsweise: „¡Una cerveza, por favor!“, sagen und schon erfülle man die Bedingungen, um die spanische Staatsangehörigkeit zu erhalten. Dieses Niveau sei in den Augen der CGFP absolut nicht ausreichend, besonders, da die Sprache als ein sehr wichtiger, wenn nicht sogar als der wichtigste Integrationsfaktor fungiere, meinte Romain Wolff und appellierte nochmals an die Regierung, in diesem Bereich keine weiteren Verschlechterungen ins Auge zu fassen.

### Schluss mit der Salamitaktik

Des Weiteren belichtete der CGFP-Generalsekretär die finanzielle Situation des Landes. Wie oft habe man schon gehört, man dürfe den kommenden Generationen keine Schulden hinterlassen. Die CGFP sei allerdings der Meinung, dass das unter gewissen Umständen schon möglich sei, vorausgesetzt, man investiere in etwas, von dem diese Generationen langfristig profitieren könnten. Und wenn die Regierung ein Darlehen aufnehmen wolle, so sollte dieses von der Öffentlichkeit gestellt werden und nicht von den Banken, die von uns allen gerettet wurden, die somit die Staatsschuld rapide nach oben trieben und die sich nun an einer solchen Anleihe noch eine goldene Nase an der Regierung verdienen würden. Dieses Vorgehen verstünden weder die Bevölkerung noch die CGFP.

Die Zentralverwaltung bleibe übrigens auch 2016 im Minus. Warum? Ganz einfach: Die Sozialversicherung beispielsweise würde unter anderem finanziert durch Transferzahlungen aus der Zentralverwaltung. Transfers, die dazu beitrügen, dass einerseits der Zentralstaat weiter im Defizit bleibe, aber andererseits der Sozialversicherung erlaubten, ein Plus auszuweisen, sie verfüge also über eine große finanzielle Leistungsfähigkeit. Die Ausmaßen dieser Transfers stellten keine Gefahr für die finanzielle und budgetäre Situation des Staats dar, im Gegenteil, gerade durch diese Zahlungen würden kommunale Investitionen finanziert und Reserven geschaffen, um die zukünftigen Bedürfnisse auf der Ebene der Lebensversicherung zu decken. In diesem Sinne wäre es einschlägiger, die luxemburgische Situation nach dem Zustand der öffentlichen Verwaltung zu bewerten und nicht auf dem Niveau der Zentralverwaltung, so Romain Wolff.

Auf der Einnahmenseite sei deutlich zu erkennen, dass besonders die Einkommenssteuer der natürlichen Personen gestiegen sei, unter anderem wegen dem sogenannten und wenig sozialen – „impôt d'équilibre budgétaire temporaire“, die 0,5%-Steuer also,

Fortsetzung Seite 8







die nur von den natürlichen Personen, also sehr einseitig, getragen würde und darüber hinaus nicht einmal progressiv agiere. Die Regierung plane bekanntlich, die 0,5%-Steuer mit dem Inkrafttreten der Steuerreform am 1. Januar 2017 zu entfernen, es sei jedoch zu befürchten, dass sie in die Steuertabelle mit aufgenommen werde und so die privaten Haushalte noch weiter belaste. Ein sehr guter Anhaltspunkt hierfür sei der Umstand, dass diese Steuer bis 2018 eingeschrieben sei und für 2017 und 2018 weitere Einsparungen in Höhe von 130 Millionen Euro vorgesehen seien. Dies sei und bleibe auch weiterhin inakzeptabel.

Angesichts der deutlich verbesserten Zahlen fordere die CGFP eine unverzügliche Abschaffung der 0,5%-Steuer auf den 1. Januar 2016. Eine vorzeitige Aufhebung der selbigen würde endlich einmal ein richtiges Signal zur Stärkung der Kaufkraft der privaten Haushalte setzen, besonders in Anbetracht aller Sparmaßnahmen, die 2015 auf sie zukamen.

So solle man nicht vergessen, dass 2015 die Mehrwertsteuer um zwei Prozentpunkte erhöht wurde (für einzelne Posten sogar um ein Vielfaches); dass die einseitige 0,5%-Steuer zu Lasten der natürlichen Personen eingeführt wurde; dass die Erziehungs- und Mutterschaftszulagen abgeschafft wurden, ohne dass eine entsprechende Entlastung an ihre Stelle getreten wäre; dass die neue Kindergeldverordnung – Kindergeld, das vor langen Jahren noch von den Unternehmen gezahlt wurde und heute rein aus dem Staatshaushalt finanziert wird – zu gravierenden Verlusten bei Familien mit mehreren Kindern führe, also eine Verschlechterung darstelle; dass neue Gebühren eingeführt wurden; und dass jetzt schon die nächste Steuer auf dem Buckel derjenigen Autobesitzer, die eine Kfz-Haftpflichtversicherung abschließen mussten, in Angriff genommen werde, um die Rettungsdienste zumindest teilweise zu finanzieren.

Schon 2014 habe die Regierung versucht, einen Teil der Mehrwertsteuererhöhung mit der Finanzierung des CGDIS-Projektes zu rechtfertigen, dem „Corps grand-ducal d'incendie et de secours“. Und nun solle also eine Spezialgebühr erneut dazu führen, dass die steuerliche Belastung der Steuerzahler weiter steige, noch bevor die Karten einer realen Steuerreform auf dem Tisch lägen. Einer Sache könne man sich sicher sein: Es seien bestimmt nicht die Versicherungsgesellschaften, die diese Gebühr tragen müssten, sondern die Kunden, die mit weiteren Belastungen rechnen müssten.

Es reiche nun! Natürlich stelle niemand die Reorganisation der Rettungsdienste in Frage, die CGFP fordere aller-

dings, dass die Finanzierung davon über den Staatshaushalt und die Gemeinden laufe. Und Romain Wolff wörtlich: „*Et muss elo Schluss si mat weidere Steuererhöhungen um Bockel just vun eis, vun de personnes physiques!*“ All diese Maßnahmen gingen ausschließlich zu Lasten der natürlichen Personen, somit auch der Staatsbeamten und -angestellten.

Dieses ganze „Schlamassel“ habe übrigens in dem Moment angefangen, da die vorige Regierung 2009 entschied, Abbau im öffentlichen Dienst zu betreiben, und insbesondere durch ihr Vorhaben, die Anfangsgehälter herabzusetzen (was dank dem Widerstand der CGFP nicht gänzlich gelang) sowie der Einführung einer völlig subjektiven, sinn- und zwecklosen Bewertung, mit der die Beamten ebenso wie die Leiter der Verwaltungen nichts anderes als geplagt würden. Die aktuelle Regierung setze diesen Trend fort durch gezielte Einzelmaßnahmen, eine klare Salami-taktik also, die weiteren Sozialabbau im öffentlichen Dienst bedeute. Darüber hinaus seien viele dieser Bestimmungen nicht einmal im Sozialdialog zu Stande gekommen.

### Einschnitte beim öffentlichen Dienst betreffen auch den Privatsektor

Dies gelte sowohl für das sogenannte „trimestre de faveur“ als auch für das Herabsetzen des Kilometergeldes. Der Fairness halber sei gesagt, dass diese Maßnahmen damals vom zuständigen Minister wohl angekündigt worden

seien, in den Verhandlungen jedoch nie zur Sprache gekommen seien.

Mit Argumenten, die hinten und vorne nicht klappten und die an puren Zynismus grenzten, nach dem Motto, die Autos verbrauchten heutzutage ja weniger Sprit, senkte die Regierung das Kilometergeld und sorgte somit für viel Unruhe, um im Endeffekt praktisch nichts zu sparen. In Anbetracht der Realität hätte das Kilometergeld eher auf 0,5€ angehoben werden müssen, als dass es auf 0,3€ herabgesetzt wurde, nur um blind zu sparen. Auch diese Anordnung sei kontraproduktiv und vollkommen inakzeptabel. Außerdem würde hier nicht nur auf Kosten der Staatsbediensteten gespart, sondern auch der Privatangestellten, da ja auch in ihrem Sektor dieser Betrag auf 0,3€ reduziert werde.

Das Gleiche gelte für die leidige Diskussion rund um die Dienstwohnungen: Die Betroffenen bekamen bekanntlich von einem Tag auf den anderen mitgeteilt, dass sie ein Vielfaches der bisherigen Miete zahlen sollten, nur weil die Regierung sparen wolle, und das zum Teil bei Bediensteten, die gerade jetzt, in einer prekären Sicherheitslage, mehr als je zuvor gefragt seien und deren Motivation nicht durch solch unüberlegte Aktionen gedämpft werden sollte. Auch in diesem Punkt verlange die CGFP, dass die Regierung sich diesen Schritt noch einmal überlege, und dass sie zur Tradition des sozialen Dialogs zurückfinde, so wie er vor dem Sparpaket zwischen den Sozialpartnern bestand. Nur auf diese Weise könne man den sozialen Frieden im Land erhalten.

Auch wenn 2015 der Punktwert erhöht worden sei, müsse trotzdem daran erinnert werden, dass die CGFP bereit war, das Gehälterabkommen wegen der angespannten finanziellen Situation des Staats um zwei Jahre nach hinten zu verschieben. Damit hätten die Staatsbediensteten einen bedeutenden Beitrag geleistet, um die Staatsfinanzen zu sanieren. Darüber hinaus habe die Regierung ja angedeutet, dass es in dieser Legislaturperiode zu keiner weiteren Punktwerterhöhung komme. Es sei wohl nicht verwunderlich, dass sich die CGFP mit diesem Vorhaben nicht einverstanden erklären werde und in ihrem Forderungskatalog an die Regierung Anforderungen in diese Richtung stellen werde.

### Finger weg von den Prämien beim Staat!

Das wohl wichtigste Ereignis für die CGFP war 2015 die Umsetzung der Reform im öffentlichen Dienst. Ein Gesetz, das – nach Jahren schwieriger und langwieriger Verhandlungen, in denen die damalige Regierung nichts Anderes im Sinne hatte als massiven Abbau im öffentlichen Dienst und die CGFP ganzen Widerstand leistete, um das Schlimmste zu verhindern – am 25. März dieses Jahres in der Abgeordnetenkammer angenommen wurde.

An dieser Stelle wolle er, Romain Wolff, für das bessere Verständnis, genauer auf die Prämien eingehen. Die vorige Regierung hatte geplant, die Prämien anhand einer Studie im Detail unter die Lupe zu nehmen. Als die wohlbekannten Abkommen dann unterzeichnet wurden, habe die CGFP dem damaligen Minister ans Herz gelegt, die Finger von den Prämien zu lassen, bis die Reform in Kraft getreten sei. Erst zu diesem Zeitpunkt sollten dann in einer Studie alle Prämien beim Staat überprüft werden. Darüber seien sich die Regierung und die CGFP denn auch einig geworden, ohne dass dies in einem Text formal festgehalten worden wäre. Es habe sich dabei klar um ein „gentlemen's agreement“ gehandelt und man erwarte auch von der aktuellen Regierung, dass sie sich an diese mündliche Abmachung halte, die integral Bestandteil der Abkommen sei, und erst nach Abschluss dieser Studie eventuelle Änderungen bei den Prämien ins Auge fasse. Mit weiteren Verschlechterungen, auch in diesem Bereich, werde sich die CGFP auf jeden Fall nicht einverstanden erklären.

### Widerwillen bei der Umsetzung seitens der „établissements publics“

Doch zurück zur Reform: Nach sechs Monaten Vorbereitungszeit trat das Gesetz am 1. Oktober 2015 in Kraft. Ein Gesetz, das sicherlich nicht jeden







Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP, trug die Entschließung 2015 vor, die von der Versammlung einstimmig angenommen wurde

zufriedenstelle, das aber viele positive Aspekte beinhalte, so beispielsweise die sogenannten „*avancements automatiques*“, die Altersteilzeitarbeit oder die Teilzeitarbeit aus gesundheitlichen Gründen. Nicht verwunderlich sei die Tatsache, dass die CGFP noch immer nicht einverstanden sei mit einem Bewertungssystem das, auch wenn es fast auf ein Nichts zurückgeschraubt wurde, unumgänglich zu einem schlechten Arbeitsklima in den Verwaltungen führe. Dieses System gehöre abgeschafft, bevor es überhaupt eingeführt worden sei.

Außerdem zeige sich nun, dass noch sehr viele Fragen nicht geklärt seien. Es bestünden noch viele Probleme, die schnellstmöglich aus dem Weg

geräumt werden müssten, damit keine Ungerechtigkeiten bei der Aufwertung einzelner Karrieren, insbesondere zwischen langjährigen und neuen Mitarbeitern, entstünden. Dies gelte übrigens auch für den Fall, dass für den Einstieg in eine Karriere ein bestimmtes Diplom benötigt werde, dass die Betroffenen dieses auch anerkannt bekämen, was bis jetzt noch längst nicht überall der Fall sei. Absolut überflüssig seien schlussendlich Vorgaben wie Mitarbeitergespräche, eine Evidenz in einem normal funktionierenden Arbeitsumfeld, die enorm Zeit kosteten, sowohl für denjenigen, der sie führen müsse, als auch für seinen Gesprächspartner, und so gut wie keinen Mehrwert brächten. Auch sie gälten abgeschafft, bevor sie die Tätigkeit in den Verwaltungen komplett lahmgelegt hätten. Den Gipfel des Unerhörten stellten jedoch einige öffentliche Einrichtungen, „*établissements publics*“, dar, die sich weigerten, verschiedene, für ihre Mitarbeiter vorteilhafte, Bestimmungen (z.B. die „*avancements automatiques*“) umzusetzen. Aus einem Mangel an Lust oder Bereitschaft sei dahingestellt, so Romain Wolff, der in diesem Rahmen insbesondere die Sparkasse erwähnte.

Es könne doch nicht sein, dass ein Abkommen mit der Regierung nicht in allen Punkten eingehalten werde. Die CGFP fordere die Regierung deswegen auf, in dieser Angelegenheit einzugreifen, damit alle Vereinbarungen mit der politischen Führung, und ganz besonders die positiven Punkte, ohne Ausnahme in allen öffentlichen Einrichtungen Anwendung fänden.

### Regierung spart am falschen Ende

Die niedrige Inflation, die wir derzeit erleben, bedingt durch die aktuellen Erdölpreise, bedeute, dass die nächste Indextranche erst im 2. Trimester 2016 erfallen könnte. Das budgetäre Gleichgewicht sei derweil schon Realität auf der Ebene der öffentlichen Verwaltung. Eins sei richtig: Die Regierung habe einen Haushaltsplan der Kontinuität verabschiedet, und zwar der Kontinuität bei den Sparmaßnahmen, die in den Bereichen Familienpolitik, Schulpolitik, jedoch auch Beschäftigung und Arbeit durchgezogen werden sollten.

Gerade in diesen Bereichen sollte jedoch nicht gespart werden! Vielleicht sei dies auch nur ein Hinweis darauf, dass die Regierung plane, die Steuerlast der Unternehmen weiter herabzusetzen. Ein solches Vorhaben müsse schließlich finanziert werden. Und damit sei er auch schon bei der Steuerreform angekommen.

Neben den Forderungen für eine Anpassung der Steuertabelle an die Inflation (was seit 2009 nicht mehr geschehen ist) und der Ausradierung des Mittelstandbuckels (es gebe ja Stimmen, die immer wieder behaupteten, es gebe diesen überhaupt nicht – eine Lektüre des Gutachtens des CES über das Steuerwesen würde sie eines besseren belehren), sei die CGFP im Rahmen der kommenden Steuerreform jedenfalls vehement gegen eine weitere Herabsetzung der Körperschaftsteuer, also der Besteuerungssätze der Betriebe, wenn nicht gleichzeitig

die Besteuerungsgrundlage erweitert würde. Gerade das sei aber, höre man auf die Steuerexperten, gar nicht so einfach.

Des Weiteren stelle sich wirklich die Frage, ob durch eine solche Senkung des nominalen Steuersatzes tatsächlich vermehrt neue Aktivitäten nach Luxemburg gezogen würden, denn die höchsten Trümpfe seien wohl eher die niedrigen Lohnnebenkosten, die Mehrsprachigkeit, die Infrastrukturen sowie die kurzen Verwaltungswege.

Wenn man zusätzlich noch in Betracht ziehe (und die Betroffenen gäben das ja sogar zu), dass die spezialisierten Unternehmen im Bereich des Finanzinstrumentariums („*ingénierie fiscale*“) damit prahlen, dass der reale Satz auf dem Gewinn von in Luxemburg ansässigen Gesellschaften eher bei 3-4% liege, könne man sich ja vorstellen, was bei einem nominalen Steuersatz von 15% noch übrig bliebe. Dann müssten die privaten Haushalte wohl noch mehr Steuern zahlen. Für die CGFP sei dies keine Option!

Auch im Bereich der Wohnungspolitik müsse noch so manches unternommen werden. Es bleibe eine Tatsache, dass in Luxemburg der größte Teil der Einkünfte eines Haushaltes in die Wohnung gesteckt werden müsse, sei es als Miete oder als Rückzahlung auf den Immobilienkredit. In den letzten Jahren seien nicht genug Wohnungen geschaffen worden, um den Bedarf zu decken. Dem viel zu kleinen Angebot stehe einfach eine zu große Nachfrage gegenüber. In diesem Punkt müsse deswegen schnellstmöglich

Fortsetzung Seite 10

49<sup>e</sup> Conférence des Comités – 7 décembre 2015

# Résolution

Les délégués de la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP, réunis en Conférence des Comités à Luxembourg à la date du 7 décembre 2015,

après avoir pris connaissance du rapport sur la ligne de conduite de la CGFP et de la prise de position du Comité Exécutif sur les problèmes d’actualité:

**approuvent** le programme d’action de la CGFP portant sur la situation politique, économique et sociale ainsi que sur les réformes en cours;

### en matière de réformes:

**exigent** que les accords sur la réforme statutaire soient appliqués sur le terrain d’une façon correcte, c’est-à-dire à la lettre et à l’esprit de ce qui a été convenu, et non pas réinterprétés au gré du gouvernement;

**s’attendent** à ce que le gouvernement corrige les imperfections constatées depuis l’entrée en vigueur des textes relatifs aux réformes dans la fonction publique dans un esprit de compréhension pour celles et ceux qui se sont retrouvés lésés par ces dispositions;

**insistent** pour que tous les laissés-pour-compte des réformes soient reconnus comme des cas de rigueur à traiter non pas aux calendes grecques mais aussi rapidement que possible;

**s’insurgent** contre la politique de grignotage du gouvernement qui, au nom du paquet d’avenir et en violation des accords conclus, s’ingénie à imposer des sacrifices supplémentaires à la fonction publique en réduisant voire en abolissant les acquis sociaux d’un certain nombre d’agents publics;

**sont d’avis** que la réforme constitutionnelle doit être réalisée dans un esprit consensuel, dans le respect des pouvoirs en place, dans la recherche d’un équilibre bien pesé, conforme aux exigences de la société d’aujourd’hui, et que toute division de la communauté nationale doit être évitée à tout prix;

**s’opposent** aux velléités du gouvernement, après l’échec cuisant du référendum du 7 juin 2015, de prendre sa revanche en édulcorant les conditions légales d’obtention de la double nationalité, entre autres en bradant le niveau de connaissance de notre langue nationale, le luxembourgeois, qui est un élément clé de l’intégration à court et à long terme;

**rappellent** au gouvernement que le dialogue entre partenaires sociaux ne doit pas seulement figurer en bonne place dans les discours des hommes politiques, mais qu’il doit devenir, à défaut de l’avoir été dans le passé pour l’adoption de certaines réformes majeures, une réalité concrète dans la mise en œuvre des réformes à venir;

**s’attendent** à ce que, dans la réforme fiscale annoncée pour 2017, le déséquilibre entre le poids des impôts qui pèsent sur les épaules du contribuable personne physique et celui qui touche les collectivités sera réduit;

### en matière politique

**réaffirment** avec force la position d’indépendance politique de la CGFP et sa détermination à défendre les intérêts professionnels, moraux et matériels de ses membres, quelle que soit l’évolution politique du pays;

**estiment** que sur la scène européenne et internationale, le Luxembourg doit résolument défendre ses intérêts nationaux comme le font les autres États membres de l’Union européenne;

**mettent en garde** contre l’amalgame entre la lutte contre le terrorisme et l’afflux des réfugiés politiques dont l’Europe est actuellement submergée: alors que la fermeté et la solidarité entre les États démocratiques sont de mise pour la première, l’accueil à bras ouverts, dans la mesure des moyens disponibles, des victimes de la violence s’impose;

### en matière économique et sociale

**s’opposent** à toute tentative de démontage social qui se réaliserait sous le couvert de la modernisation et de la réforme de l’appareil étatique;

**invitent** le gouvernement, au vu de l’excellent rang des entreprises luxembourgeoises au palmarès international de la compétitivité, à cesser d’accorder à celles-ci des faveurs supplémentaires au nom de ladite compétitivité;

**demandent** au gouvernement de doubler les efforts en matière de lutte contre le chômage, contre la pauvreté endémique et contre l’envolée des prix des logements devenus inabordables et à s’engager pour l’insertion des jeunes dans le monde du travail par le biais d’octroi de primes à l’emploi et par le développement de filières d’études prometteuses au niveau de l’École de la deuxième chance;

**insistent** sur l’ajustement régulier des pensions à l’évolution, non seulement des prix, mais également des salaires, traitements et revenus en général;

**sont d’avis** que l’adaptation des salaires à l’évolution des prix n’est pas seulement une mesure de justice sociale, mais que, par le maintien du pouvoir d’achat, elle soutient également la croissance économique;

**se prononcent** en conséquence pour le maintien de l’ajustement automatique des salaires aux variations de l’indice des prix à la consommation;

\* \* \*

**adressent** un appel pressant aux membres de la CGFP à resserrer les rangs et à faire preuve de solidarité et d’unité dans l’action, garantes de son succès et de son rôle sur la scène sociale et nationale;

**renouvellent** leur confiance dans les instances dirigeantes de la CGFP.



# „Parteilpolitische Unabhängigkeit wahren“



CESI-Generalsekretär Klaus Heeger vor der 49. CGFP-Vorstandskonferenz

Für CESI-Generalsekretär Klaus Heeger war es „eine ganz besondere Ehre“, angesichts des 25-jährigen Bestehens der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften ein Grußwort überbringen zu dürfen.

Im Jahre 1990 sei die CESI ins Leben gerufen worden von gerade mal sieben Gründungsgewerkschaften, darunter die CGFP. Ziel sei es gewesen, politische Unabhängigkeit, die Unabhängigkeit von Parteien, von politischen Strömungen und von den Arbeitgebern zu wahren. Und man habe die Unabhängigkeit von anderen Gewerkschaften gewollt, von Einheitsgewerkschaften in den verschiedenen Ländern, die man für zu stark politisiert gehalten und von denen man angenommen habe, sie würden abweichende Gewerkschaftsmeinungen nur ungern zulassen.

Das heiße allerdings nicht, so Klaus Heeger weiter, dass die Forderungen der CESI völlig unpolitisch seien. Jede gewerkschaftliche Forderung sei früher oder später auch politisch. Und der CESI-Generalsekretär wörtlich: „Auch brauchen wir selbstverständlich die Politik, die Arbeitgeber und natürlich auch andere Gewerkschaften, um unsere Forderungen durch den Sozialdialog oder durch herkömmliche Interessenvertretung auch durchsetzen zu können.“ Entscheidend sei dabei, dass die Meinungsfindung von der Politik und den politischen Lagern erfolge – und das gelinge der CESI gut.

Die CESI vertrete mittlerweile über fünf Millionen Arbeitnehmer in über 30 Ländern. 43 Gewerkschaften seien Mitglied der CESI, und es scheine zumindest, als würden es immer mehr.

Europa indes stehe heute wohl vor der größten Herausforderung seiner Geschichte, fuhr CESI-Generalsekretär Klaus Heeger fort und wusste auch gleich mit mehreren Beispielen zu dienen:

- Die Eurokrise, d.h. eine Staatsschuldenkrise, eine Bankenkrise und eine Wirtschaftskrise;
- Die Migrationswelle, die derzeit Europa trifft;
- Der Kampf gegen den Terror;

- Die Arbeitslosigkeit;
- Der Klimawandel;
- Der soziale Zusammenhalt.

Vor dem Hintergrund dieser Herausforderungen falle es den Gewerkschaftern stets schwer, die bis zuletzt so stringente wirtschafts-, sozial- und fiskalpolitische Grundausrichtung der EU und ihrer Mitgliedstaaten gutzuheißen. Im Zuge dieser Politikausrichtung sei es in den vergangenen Jahrzehnten nur noch um die angeblichen Vorzüge des Binnenmarktes gegangen, um Wettbewerbsfähigkeit, um die Flexibilisierung und den Abbau von Arbeit. Letztlich sei es um die Aushebelung des Arbeitnehmerschutzes gegangen, ebenso wie um den Abbau der Leistungen zur sozialen Absicherung, um Ausgabenkürzungen und um das Kleinsparen (um nicht zu sagen Kaputtsparen) der öffentlichen Dienste in Europa.

Die CESI habe sich mit dieser einseitigen Sichtweise der Dinge stets „sehr kritisch“ auseinandergesetzt. Und es scheine sich in der Tat diesbezüglich nun auch eine Trendwende einzustellen. Stimmen würden nun lauter, die – nicht zuletzt angesichts der Migrationskrise – eine Abkehr von den einseitigen Sparmaßnahmen forderten. Erste Neubewertungen öffentlicher Ausgaben im Rahmen der Prozesse des Europäischen Wirtschaftsregierens und der Haushaltsüberwachung ließen hoffen.

Eine der alarmierenden Feststellungen der letzten Jahre sei aus gewerkschaftlicher Sicht auch die Erkenntnis gewesen, dass der Graben zwischen den Arbeitnehmern und den Arbeitgebern immer größer geworden sei. Sprich: Europa sei einmal ein Paradies des sozialen Dialogs gewesen. Doch das sei heute nicht mehr der Fall.

Auch diese Entwicklung wertete der CESI-Generalsekretär als „eine Folge strenger einseitiger Politiken“, die in starken Gewerkschaften und im funktionierenden Sozialdialog stets nur Gefahren und Hemmnisse für diese angeblich alle beglückende Reformen erblickten. Und dabei sei klar: Gerade

in denjenigen Ländern, in denen der soziale Dialog ausgiebig praktiziert werde, wo der gewerkschaftliche Organisationsgrad groß sei, seien auch und vor allem in Krisensituationen bessere und nachhaltigere Rahmenbedingungen zu schaffen – Rahmenbedingungen für den sozialen Zusammenhalt, für soziale Sicherheit, für Beschäftigung und Arbeitnehmerrechte, aber auch beste Rahmenbedingungen für wirtschaftliches Wachstum und Investitionen.

Die CESI verlange demnach starke Sozialpartner-schaften. In ihrer Eigenschaft als europäische Sozialpartnerin fordere die CESI, Arbeitnehmer und ihre Vertreter in Entscheidungsprozesse wieder mehr, nicht weniger, einzubinden. Und die CESI fordere zur Sicherung der Zukunft der EU leistungsfähige öffentliche Dienste in den Mitgliedstaaten, aber auch auf EU-Ebene.

Politische Handlungsfähigkeit, die Wahrung des sozialen Zusammenhalts und das Setzen guter wirtschaftlicher Rahmenbedingungen brauche starke und selbstbewusste öffentliche Dienste, die nicht zuletzt auch Frieden, Wohlstand, Demokratie und Rechtsstaatlichkeit sichern könnten. Ein Staat, der dies leisten könne und müsse, benötige effiziente öffentliche Dienste und ausreichend motivierte Beschäftigte, die wiederum durch effiziente Sozialdialoge und verantwortungsvolle Gewerkschaften angemessen vertreten würden.

Der Handlungsauftrag der CESI sei demnach nicht zu verkennen. Die Leitthemen lauteten nach wie vor: soziale Kohäsion, auch und vor allem in Zeiten massiver Zuwanderung; die Rolle der öffentlichen Dienste und des sozialen Dialogs für den Zusammenhalt Europas; die Auswirkungen der Digitalisierung auf die Arbeitswelt und wie Gewerkschaften damit umzugehen haben.

„Wir wollen nach wie vor daran arbeiten, den Reflex unserer Mitgliedsorganisationen zu stärken, die CESI zu nutzen, sie um Beistand und um Unterstützung zu bitten, auch wenn auf den ersten Blick nur nationale Interessen tangiert sind“, richtete CESI-Generalsekretär Klaus Heeger den Blick nach vorne. Viele Beispiele aus der Vergangenheit zeigten, dass der Weg über Brüssel oder die CESI auch positive Auswirkungen auf die Durchsetzung nationaler Interessen haben könne. Zum einen stehe mit der CESI ein großer Dachverband an deren Seite, der immerhin 43 Organisationen mit insgesamt fünf Millionen Beschäftigten vertrete. Zum anderen lohne sich hin und wieder der Abstecher über europäische oder internationale Rechtsordnungen, Prinzipien und Grundrechte – auch im Rahmen nationaler Streitigkeiten. Rechtsordnungen, die vor nationalen oder europäischen Behörden, Gerichten oder Beschwerdestellen auch nationalen Interessen zum Durchbruch verhelfen könnten – und das viel öfter, als man eigentlich meinen könnte.

Um das zu bewerkstelligen, brauche man natürlich eins: direkte, regelmäßige und unmittelbare Kommunikation und Vertrauen. Und diesbezüglich sei die CESI ja auch auf die Zusammenarbeit mit ihren Mitgliedsorganisationen angewiesen, die mit ihren beiden luxemburgischen Mitgliedsorganisationen CGFP und FGFC hervorragend klappe. Als Generalsekretär der CESI freue er sich ganz besonders auf eine auch weiterhin „tolle Zusammenarbeit“ mit der CGFP und der FGFC. Sein ganz besonderer Dank gelte indes CGFP-Generalsekretär Romain Wolff, dem Präsidenten der CESI also, für die hervorragende Zusammenarbeit auf europäischer Ebene.

s.h.

Abhilfe geleistet werden: So müssten die absetzbaren Höchstgrenzen beim Bausparen verdoppelt werden. Das gleiche gelte für den superreduzierten Mehrwertsteuer-Satz von 3%, für dessen Berechnung die Obergrenze von 50.000€ auf 100.000€ erhöht werden müsse, wenn man bedenke, dass der Durchschnittspreis, um sich ein Haus anzuschaffen mittlerweile bei rund 580.000€ liege. Das sei dann wohlge-merkt keine Villa und sie stehe auch nicht in der Hauptstadt.

Außerdem sei es ein Anachronismus, dass gerade Alleinerziehende in die Steuerklasse 1A eingestuft würden und somit mehr Steuern zahlten, als wenn sie noch verheiratet wären. Dieser Umstand sei in der heutigen Gesellschaft nicht mehr zeitgemäß und müsse schnellstmöglich geändert werden.

## Keine Steuerbegünstigungen für Unternehmen mehr

Ein Teil der Steuerregelungen sei übrigens nur mittels amtlicher Rundschreiben eingeführt worden, was gegen Artikel 99 der luxemburgischen Verfassung verstoße: so geschehen bspw. bei dem islamischen Bankwesen („finance islamique“) oder bei den Steuerregelungen für ins Ausland entsandte, hoch qualifizierte Staatsangehörige, die so steuerlich bevorteilt würden.

Lesen man dann noch, dass es ein System gebe für sogenannte „one shot payments“, ein System also, in dem das Gehalt von zwei Jahren eines Unternehmensführers zusammengefasst wird und diese Summe dann als außerordentlicher Ertrag eingestuft und fol-

lich günstiger besteuert wird, obwohl es eigentlich nur die Summe von 24 regelmäßigen Lohnauszahlungen ist, spätestens dann müsse man die Hände über dem Kopf zusammenschlagen und laut und deutlich fragen, was dies eigentlich solle? Das sei nämlich „eine Frechheit“ gegenüber denjenigen, die ihre Steuern zum normalen Satz bis auf den letzten Cent bezahlten. Auch solche Vorgehen müssten mit der Steuerreform endlich ein Ende finden.

Das Gleiche gelte für die Steueramnestie, die wegen eines Gedächtnisschwunds einiger Steuerzahler (oder Nichtzahler) nun von der Regierung eingeführt werden soll, führte Romain Wolff weiter aus. Obwohl diese Taktik nichts grundlegend Neues darstelle, so sei die Bestimmung, nach der Gelder, die man auf ausländischen Bankkonten

angelegt und vielleicht „vergessen“ hat zu deklarieren, mit einem Zusatz von „enormen“ 10% als Strafe versteuert würden „einfach e Witz, an zwar e ganz schlechten.“

Die CGFP habe die Rechnung gemacht: Eine Person, die 300.000€ auf solchen Konten stehen habe und sie 2016 zurück nach Luxemburg bringe, zahle, nach Abzug aller Steuerermäßigungen, am Ende überhaupt nichts und habe so, ohne irgendeine reale Strafe zu zahlen, sein gesamtes Vermögen wieder in seine Heimat zurückgeführt. Auch dies ein Schlag ins Gesicht für alle seriösen Steuerzahler und daher eigentlich inakzeptabel. Steuergerechtigkeit jedenfalls sehe anders aus.

Die Regierung habe es zwar noch nicht bestätigt, aber in der Presse sei ja schon angedeutet worden, dass sie





sich die Steuerreform etwas kosten lassen würde. Für die CGFP müsse ganz klar nun endlich die Mittelschicht massiv entlastet werden.

Sollte dem nicht so sein, und sollte das bestehende Ungleichgewicht zwischen den privaten Haushalten und den Unternehmen sich noch weiter vergrößern, zögere die CGFP nicht einen Augenblick, sich, in Kooperation mit anderen Gleichdenkenden, in der Öffentlichkeit vehement und mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln dagegen zu wehren. Mit einseitigen Steuerbelastungen, auf Kosten der natürlichen Personen, sei nun endgültig Schluss!

Die CGFP verlange von Seiten der Politik, dass sie sich klar und deutlich

für einen gut funktionierenden öffentlichen Dienst einsetze und positioniere, so dass das Fehlurteil, der öffentliche Dienst sei nur ein reiner Kostenfaktor, bei dem es gelte zu sparen, endlich der Vergangenheit angehöre. Denn wo wäre die Gesellschaft heute, ohne einen so gut funktionierenden öffentlichen Dienst, wie er in Luxemburg existiert?

**Regierung muss hinter dem öffentlichen Dienst stehen**

Die Staatsbediensteten hätten dem Land und allen Bürgern geholfen, als es darum ging, schnell zu handeln, als die kapitalen Fehler bei den Banken, die nicht genug kriegen konnten, uns alle, auch die Kleinsparer, sehr nahe

an den Abgrund brachten. Sie packten auch heute mit an, wenn es beispielsweise darum ginge, den Flüchtlingen so gut und so schnell als nur möglich zu helfen.

Es sei außerdem falsch zu behaupten, dass der luxemburgische öffentliche Dienst zu teuer sei. In der Tat sei er einer der billigsten und effizientesten, vernünftig in seinen Forderungen, im Interesse des Staats und des ganzen Landes. Die Qualität der öffentlichen Dienstleistungen sei überdies eine unerlässliche Voraussetzung für den Erhalt des sozialen Friedens.

Immer mehr permanente Leistungen beim Staat würden von externen Beratern durchgeführt, die einerseits

nicht billiger seien als die regulären Arbeitskräfte und andererseits zu immer unsichereren Arbeitsverträgen und einer Vervielfachung von Statuten führe. Keine gute Situation, wie man bei den „établissements publics“ und der Post schon habe feststellen können.

Deswegen warne er auch all diejenigen, die insgeheim immer noch überlegten, die eine oder andere Verwaltung in eine öffentliche Einrichtung umzuwandeln. Die CGFP werde dagegen Widerstand leisten! Der Sozialstaat müsse wieder in den Fokus rücken, denn die Austeritätspolitik habe die Staaten in einen Teufelskreis hineingetrieben.

Abschließend forderte Romain Wolff die Regierung dazu auf, angesichts der verbesserten finanziellen Lage des Staats, ihre Sparmaßnahmen zurück zu schrauben und endlich die Kaufkraft der privaten Haushalte zu stärken und die nationalen wirtschaftlichen Aktivitäten zu unterstützen. Die CGFP sei ihrerseits bereit, sich massiv gegen weitere Sparmaßnahmen zu wehren, die einzig und allein die Arbeitnehmer belasteten, anstatt dass sie das Wirtschaftswachstum wieder ankurbelten. Alle Mitglieder der CGFP und der CGFP-Fachverbände sollten sich demnach bereit halten, es sei gut möglich, dass man sich schon sehr bald wiedersehe.

p.r./s.h.

*Die vom Ersten Vizepräsidenten Claude Heiser vorgetragene Entschliebung 2015 (siehe Kasten Seite 9) wurde bei der anschließenden Abstimmung einstimmig von der Versammlung verabschiedet.*

49. CGFP-Vorstandskonferenz

Die Gäste

- Christlich-Soziale Volkspartei (CSV):**  
Paul-Henri Meyers, Abgeordneter  
Gilles Roth, Abgeordneter  
Marc Spautz, Parteipräsident  
Claude Wiseler, Fraktionspräsident
- Déi Gréng:**  
Claude Adam, Abgeordneter
- déi lénk:**  
David Wagner, Abgeordneter
- Demokratische Partei (DP):**  
Gusty Graas, Abgeordneter
- Kommunistische Partei (KPL):**  
Ali Ruckert, Parteipräsident

- Luxemburgische Sozialistische Arbeiterpartei (LSAP):**  
Roger Negri, Abgeordneter
- Fédération Générale de la Fonction Communale (FGFC):**  
Dan Cardarelli, Präsident  
Marco Thomé, Generalsekretär  
Jean-Paul Kertz, Vizepräsident  
Jeannot Wegener, Vizepräsident
- Wirtschafts- und Sozialrat (WSR):**  
Raymond Hencks  
Jean-Claude Conter

- Berufskammer des öffentlichen Dienstes:**  
Georges Muller, Direktor  
Claude Agnes  
Yannick Huberty  
Marc Poos  
Roland Rinnen  
Georges Trauffer
- CGFP-Pensioniertendelegation**  
Camille Rock, Vizepräsident  
Pierre Krack
- Staatsbeamtenkrankenkasse**  
Claude Stephany, Präsident  
Claude Geimer



Ihre Berufsvertretung





49. CGFP-Vorstandskonferenz

# Ein Empfang zu Ehren der Delegierten und Gäste







# Allocation de famille

## FAQ – Questions et réponses

### 1) Tableau comparatif: Ancien régime – Nouveau régime

	Ancien régime (avant le 01.10.2015)	Nouveau régime (à partir du 01.10.2015)
Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"><li>- les fonctionnaires de l'Etat,</li><li>- les employés de l'Etat,</li><li>- les fonctionnaires stagiaires,</li><li>- les salariés de l'Etat</li></ul> <p>qui ont bénéficié d'une allocation de famille au 30.09.2015 sur base de l'ancienne législation.</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>- les fonctionnaires de l'Etat,</li><li>- les employés de l'Etat,</li><li>- les fonctionnaires stagiaires,</li><li>- les salariés de l'Etat</li></ul> <p>qui</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- ont été recrutés après le 01.10.2015 ou</li><li>- qui n'ont pas bénéficié d'une allocation de famille au 30.09.2015</li></ul> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- qui ont bénéficié d'une allocation de famille sur base de l'ancienne législation et qui ont opté après le 01.10.2015 pour le nouveau régime.</li></ul>
Conditions d'attribution	<p>L'agent doit être:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- marié</li><li>- partenaire</li><li>- veuf et avoir ou avoir eu un ou plusieurs enfants à charge, ou bien contribuer à l'entretien d'un parent ou allié jusqu'au quatrième degré.</li></ul>	<p>L'agent doit être père ou mère d'un ou de plusieurs enfants et une des deux conditions ci- dessous doit être remplie:</p> <p>1. pour le ou les enfant(s) sont versées des allocations familiales de la part de la Caisse nationale des prestations familiales ou des prestations identiques ou similaires par un établissement identique ou similaire d'un Etat membre de l'Union européenne;</p> <p>ou bien:</p> <p>2. un enfant (au moins), jusqu'à l'âge de 27 ans, qui</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- bénéficie de la protection liée à l'affiliation à l'assurance-maladie du demandeur</li><li>• soit au titre de l'article 7 du Code de la sécurité sociale,</li><li>• soit au titre de la législation d'un Etat avec lequel le Luxembourg est lié par un instrument bi- ou multilatéral de sécurité sociale,</li><li>• soit au titre d'un régime d'assurance-maladie en raison d'une activité au service d'un organisme international,</li></ul> <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- habite avec le demandeur dans le logement et y est déclaré.</li></ul>
Calcul et montant	<p>L'allocation de famille dont peuvent bénéficier les fonctionnaires et employés de l'Etat est calculée sur la rémunération la plus élevée. Elle est égale à 8,1% de la rémunération de l'agent. Elle ne peut cependant être ni inférieure à 25 points indiciaires (p.i.), ni supérieure à 29 p.i.. Elle est fixée à 25 p.i. pour les salariés de l'Etat.</p> <p>Pour les agents bénéficiant d'un congé pour travail à mi-temps, l'allocation de famille est réduite de moitié.</p> <p>Lorsque les deux conjoints/partenaires sont occupés à tâche partielle, l'allocation de famille est calculée et accordée séparément à chacun au prorata du degré de leur tâche. Le paiement du montant cumulé des deux allocations de famille ne pourra toutefois pas dépasser le montant de l'allocation de famille maximale qui reviendrait à chacun des conjoints ou partenaires pris séparément s'ils étaient occupés à tâche complète.</p> <p>Lorsque le conjoint d'un agent ou son partenaire exerce une fonction salariée autre que celle d'agent public et qu'il a droit de ce chef à une allocation identique ou analogue à l'allocation de famille, l'allocation payée au conjoint ou partenaire de l'agent est portée en déduction de celle qui revient à l'agent.</p>	<p>Fonctionnaires et employés de l'Etat: 27 p.i. Salariés de l'Etat: 25 p.i.</p> <p>Pour les agents bénéficiant d'une tâche partielle (congé pour travail à mi-temps, d'un congé parental à temps partiel ou d'un service à temps partiel...), l'allocation de famille est proratisée par rapport au degré d'occupation.</p> <p>Les agents bénéficiant d'un congé sans traitement ou d'un congé parental à temps plein n'ont pas droit à l'allocation de famille pendant la durée de ces congés.</p>
Durée	<p>L'allocation de famille «ancien régime» est payée aussi longtemps que l'agent est marié ou en partenariat ou, lorsqu'il a des enfants jusqu'à ce qu'il quitte le service de l'Etat.</p>	<p>L'attribution prend fin si les conditions d'attribution ne sont plus remplies par l'agent, c'est-à-dire à partir du moment où l'agent n'a plus d'enfant(s) à charge.</p>
	<p>L'allocation de famille est pensionnable. Il faut cependant distinguer entre les agents tombant sous le régime transitoire de pension et ceux tombant sous le régime général de pension. Pour les premiers, l'allocation de famille est intégrée dans le calcul de la pension si elle fait partie du traitement pensionnable au moment de la mise à la retraite. Pour les seconds, l'allocation de famille accroît le montant cotisé au cours de la carrière et influence de ce fait le calcul de la pension.</p>	<p>L'allocation de famille est pensionnable. Il faut cependant distinguer entre les agents tombant sous le régime transitoire de pension et ceux tombant sous le régime général de pension. Pour les premiers, l'allocation de famille est intégrée dans le calcul de la pension si elle fait partie du traitement pensionnable au moment de la mise à la retraite. Pour les seconds, l'allocation de famille accroît le montant cotisé au cours de la carrière et influence de ce fait le calcul de la pension.</p>



# CGFP stellt Vorsitzenden der CMFEP

Seit Ende November 2015 bekleidet Claude Stephany den Präsidentenposten der Krankenkasse der öffentlichen Bediensteten

Mit Claude Stephany stellt seit dem 23. November 2015 die CGFP turnusgemäß wieder den Vorsitzenden der „Caisse de Maladie des Fonctionnaires et Employés Publics“, kurz CMFEP. Claude Stephany löst damit Regierungsvertreter Bob Gengler an der Spitze der Krankenkasse der öffentlichen Bediensteten ab. Zuvor hatte CGFP-Gesundheits-experte Claude Geimer das Amt des CMFEP-Präsidenten über lange Jahre inne, zuletzt bekleidete er den Posten des CMFEP-Vizepräsidenten.

Seit geraumer Zeit schon ist der hauptberufliche Fiskalbeamte Claude Stephany einer der CGFP-Vertreter in den höchsten nationalen Gremien des Gesundheitswesens und der Sozialen Sicherheit. So vertritt er die CGFP u.a. im „Centre commun de la sécurité sociale“, in der „Association d'assurance accident“, in der „Commission supérieure des maladies professionnelles“ und – nicht zuletzt – im „Conseil arbitral de la sécurité sociale“. Claude Stephany



CMFEP-Präsident Claude Stephany zusammen mit der beigeordneten Verwalterin der Krankenkasse der öffentlichen Bediensteten Nadine Dondelinger

bringt somit die besten Voraussetzungen mit, um das Amt des CMFEP-Vorsitzenden pflichtbewusst und mit viel Sachkenntnis zu erfüllen.

Erinnert sei daran, dass sich die CGFP seinerzeit mit aller Entschlossenheit gegen eine Einbindung der Krankenkasse der öffentlichen Bediensteten in die im Zuge der Fusion von anderen Einrichtungen geschaffenen Gesundheitskasse (CNS) zur Wehr gesetzt hatte. Im Rahmen der Einführung des Einheitsstatuts im Privatsektor war es bekanntlich zu diesem Zusammenschluss und – am 1. Januar 2009 – zur Gründung der Gesundheitskasse CNS gekommen. Die CGFP bestand darauf, dass die eigenständige sozioprofessionelle Krankenkasse des öffentlichen Dienstes erhalten werden musste, denn diese hatte sich im Laufe der Zeit als eine

effiziente, rationelle und leistungsfähige Einrichtung bewährt.

Bereits in einer Stellungnahme von Februar 2007 begrüßte die CGFP denn auch, dass laut Regierungspapier die Krankenkassen des öffentlichen Dienstes mit all ihren Zuständigkeiten erhalten blieben, da sie sich weiterhin einer möglichen Fusion aller Krankenkassen widersetzt. Die CGFP bestand mit aller Entschiedenheit darauf, dass die Krankenkassen der öffentlichen Bediensteten beim Staat und bei den Gemeinden einer durch die Einführung des Einheitsstatuts im Privatsektor erwogenen Fusion besagter Krankenkassen fern blieben. Sie bezweifelte im Übrigen, dass eine entsprechende Maßnahme zu Einsparungen und mehr Leistungen für den Versicherten führe.

Dass dies zweifelsohne die richtige Haltung war, davon zeigt man sich auch

heute noch bei der CGFP überzeugt. Ebenso spricht sich die CGFP nach wie vor dafür aus, an dem bewährten und ausgewogenen dreiteiligen Finanzierungsmodus festzuhalten, um den Haushalt der Krankenkassen im Gleichgewicht zu halten. Um künftige Defizite zu vermeiden, müsse der Prävention ein immer höherer Stellenwert zukommen, fordert die CGFP, die sich nach wie vor für einen uneingeschränkten Zugang aller Versicherten zu einer bestmöglichen medizinischen Betreuung stark macht.

„Der Versicherte muss stets im Mittelpunkt stehen“, bringt es CMFEP-Präsident Claude Stephany auf den Punkt. Dass die Krankenkasse der öffentlichen Bediensteten auch künftig ihre völlige Autonomie behalte, sei denn auch eine seiner Prioritäten.

s.h.



Der Sitz der CMFEP auf Nr. 32 an der hauptstädtischen Avenue Marie-Thérèse



Caisse de Maladie des Fonctionnaires et Employés Publics  
32, avenue Marie-Thérèse  
L-2132 Luxembourg  
Tél.: 45 16 81  
Fax: 45 67 50  
Mail: cmfep@secu.lu

## 2) Comment obtenir l'allocation de famille?

L'allocation de famille est accordée par l'Administration du Personnel de l'Etat sur demande de l'agent. Le formulaire peut être téléchargé sur le site internet du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative (<http://www.fonction-publique.public.lu/fr/formulaires/remunerations/Allocation-de-famille-L2015---Demande-attribution.pdf>)

Au début de chaque année, l'APE effectue un contrôle relatif aux droits à l'allocation de famille. L'agent doit en outre notifier à l'APE tout changement en matière d'enfants à charge.

## 3) Quand l'allocation de famille est-elle versée?

L'allocation de famille est versée avec la rémunération de l'agent.

## 4) Comment opter pour le nouveau régime?

Les agents de l'Etat qui le souhaitent ont la possibilité d'opter pour le nouveau régime. Cette option est irrévocable et concerne d'office les deux conjoints ou partenaires.

Pour opter pour le nouveau régime, il suffit de remplir le formulaire «demande de changement de régime» disponible sur le site Internet du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative (<http://www.fonction-publique.public.lu/fr/formulaires/remunerations/Allocation-de-famille-L2015---Demande-changement-de-regime.pdf>)

Le choix d'opter pour le nouveau régime peut se faire à tout moment, mais seulement 1 fois au cours de toute la carrière.



## 5) Est-ce que le conjoint / partenaire engagé dans le secteur public doit être d'accord avec le choix?

Le conjoint / partenaire doit être d'accord avec la demande d'opter pour le nouveau régime, car elle les concerne d'office tous les deux.

## 6) Les 2 conjoints ou partenaires engagés dans le secteur public optent pour le nouveau régime et divorcent. Peuvent-ils faire une demande pour être dans l'ancien régime?

Non, le choix est irréversible. Une fois opté pour le nouveau régime, aucun changement n'est plus possible.

## 7) Fonctionnaire X bénéficie de l'allocation de famille, il divorce. Garde partagée: qui reçoit l'allocation de famille?

Ancien régime: les deux conjoints bénéficient de l'allocation de famille. En effet, l'ancienne législation dispose que «l'agent divorcé (...) s'il a eu ou s'il a un ou plusieurs enfants à charge» peut bénéficier de l'allocation de famille. Nouveau régime: les deux conjoints continuent à bénéficier de l'allocation de famille.

## 8) Fonctionnaire X bénéficie de l'allocation de famille, il divorce. Garde pour son époux / partenaire: qui reçoit l'allocation de famille?

Ancien régime: chaque agent reçoit l'allocation de famille, à condition que des enfants aient résulté de ce ménage divorcé.

Nouveau régime: Les deux conjoints divorcés continuent à bénéficier de l'allocation de famille.

## 9) Fonctionnaire X bénéficie de l'allocation de famille, pas d'enfants. Il meurt. Est-ce que son époux / partenaire en a droit?

Le conjoint veuf n'a pas droit à l'allocation de famille étant donné qu'il n'a ou n'a pas eu d'enfants à charge.

## 10) Est-ce qu'un fonctionnaire peut renoncer à son allocation de famille pour que son conjoint / partenaire le reçoive?

Non.



„fonction publique“-Themenreihe

# Maßnahmen gegen Radikalisierung?

## Über die Bildung von Werten und ihre Vermittlung in der Schule

### Teil I



„Die Schule muss die Grenzen ihres Handlungsspielraums erkennen und akzeptieren, aber auch – gegebenenfalls mit Nachdruck – darauf hinweisen, dass es noch viele andere Orte gibt, an denen Werte und Unwerte vermittelt und gelebt werden.“, schreibt Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP.

Schule, Unterricht und Erziehung dürfen zweifelsohne den Anspruch erheben, eine Schlüsselrolle in dem langwierigen und komplexen Prozess der Wertebildung eines Individuums zu spielen, ist es doch ihre Aufgabe, Kindern und Jugendlichen Wissen und Fähigkeiten zu vermitteln bzw. zur Entwicklung ihrer Fertigkeiten beizutragen und somit aktiv an der Bildung einer eigenen Identität teilzunehmen: Somit ist es die Schule im weitesten Sinn, die in Zusammenarbeit mit den Eltern und allen anderen Partnern den verantwortungsbewussten Bürger von morgen „formt“ und einen nicht zu unterschätzenden Einfluss auf die Persönlichkeit junger Menschen ausübt.

### Jugendliche – leichte Opfer für jedwede Form von Radikalisierung?

Dass Jugendliche leichter beeinflusst bzw. manipuliert werden können, ist offensichtlich: In der Tat verfügen sie wegen ihrer Unerfahrenheit und teilweise wegen ihrer Naivität (die ihnen übrigens zugestanden werden sollte, geht es doch darum, die Welt zu entdecken) noch nicht über eine starke Persönlichkeit, und ihr Charakter ist zunächst noch form- und gestaltbar – eine Eigenschaft, die durchaus positiv gewertet werden kann, wenn es darum geht, ihnen eine Erziehung und Bildung zu gewährleisten, die den sogenannten „humanistischen“ Werten (Entwicklung psychosozialer Werte wie Toleranz, gegenseitiger Respekt usw.) Rechnung trägt; da ihre Entwicklung weit davon entfernt ist, abgeschlossen zu sein – falls wir überhaupt von einer abgeschlossenen Entwicklung in Bezug auf den Menschen reden können, da er sein Ich ein Leben lang hinterfragen sollte –, vermögen sie noch, auf den „rechten Weg“ geführt zu werden. Dieselbe Formbarkeit wird aber von dem Augenblick an höchst problematisch, wo der Andere diese für manipulatorische Zwecke zu missbrauchen gedenkt, indem er beispielsweise Vorurteile schürt, zum Hass oder zur Fremdenfeindlichkeit aufstachelt und zu Gewaltmaßnahmen auffordert. Möglichkeiten gibt es heutzutage zuhauf: soziale Netzwerke, Gruppenzwang, um nur diese beiden Beispiele zu nennen.

### Die „ethische Leere“ der westlichen Gesellschaft

Jeder junge Mensch sucht nach einer, seiner Identität, auch wenn sich dieser Prozess zunächst auf einer eher unbewussten Ebene, durch den Ausdruck seiner Interessen, durch seine Freizeitbeschäftigung, seinen Kleiderstil, letztlich durch die Menschen, mit denen er sich aufhält, mit denen er sich beschäftigt, die für ihn eine wichtige Rolle spielen oder sogar Vorbildcharakter haben, abspielt. Um aber ein eigenes Ich bilden zu können, bedarf es konkreter Orientierungspunkte, die in der Regel von der unmittelbaren Umgebung, der Gesellschaft, von den Erwachsenen gegeben werden. Und ein Fünkchen Ehrlichkeit müsste zur Einsicht, ja zum Eingeständnis führen, dass unsere westliche Welt in puncto Werteorientierung zuweilen hat Einbußen erleiden müssen – man braucht lediglich den Fernseher einzuschalten oder sich in den wüsten, teilweise rechtsfreien Raum des World Wide Web zu begeben.

Auch wenn Immanuel Kant den Menschen aus seiner „selbstverschuldeten Unmündigkeit“ befreit und Friedrich Nietzsche diese geistige Befreiung und Selbstbestimmung noch weiter treibt, indem er die Menschen ihren Gott töten lässt und die Werte umwertet, so muss auch er, diesmal als Dichter, feststellen, dass sich der befreite und emanzipierte Mensch, auf sich selbst gestellt und bezogen, in einer Wüste befindet – gänzlich frei von allen Seiten, aber erdrückt und gefangen durch dieselbe Freiheit: „Die Welt – ein Tor/ Zu tausend Wüsten stumm und kalt/ Wer das verlor,/ Was du verlierst, machst nirgends Halt.“<sup>1</sup> Und schließlich üben im 20. Jahrhundert die Vertreter der Frankfurter Schule, Adorno und Horkheimer, harsche Kritik an der instrumentellen Vernunft in ihrer *Dialektik der Aufklärung*, einer Vernunft, die den Menschen zwar einerseits von der geistigen und psychischen Unterdrückung religiöser Institutionen befreit hat, andererseits aber den Faschismus und die Vernichtungslager nicht hat verhindern können.

Fest steht also, dass die westliche Kultur in den vergangenen Jahrhunderten sich von dem, um Karl Marx' Terminologie zu bemühen, „ideologischen

Überbau“ befreit hat; nur dass auch jeder Abbau einen neuen Aufbau verlangt, oder, anders formuliert, was kommt an die Stelle dieses Überbaus? Allgemein-gültige, „humanistische“ Werte, aber auch viel Unsinn: Massenunterhaltung, Spaßgesellschaft, Ellenbogenpolitik, eine Gesellschaft, in der sich jeder alles erlaubt, wo der Gesellschaftsvertrag regelmäßig infrage gestellt wird. Die Vorbilder und Orientierungspunkte, die die erwachsene Gesellschaft für eine etwaige Wertebildung bei den Jungen bietet, sind zuweilen äußerst dürftig, so dass sich eine „ethische Leere“ breitmacht. Die Geschichte aber hat bewiesen, dass eine solche ethische Leere nie sehr lange währt, weil der Mensch eben Strukturen und Orientierungspunkte braucht – früher oder später wird sich unter anarchischen Verhältnissen wieder eine (schlimmstenfalls zweifelhafte) Ordnung durchsetzen. So zum Beispiel haben sich immer dann radikale Strukturen wie zum Beispiel faschistische durchsetzen können, wenn es der Gesellschaft an festen Werten und Orientierungspunkten mangelte.

Kultur, Gesellschaft und Individuum brauchen alle, um zu einer festen Identität zu finden, eine Umgebung, in der Werte vorgelebt und gelebt werden, Orientierungspunkte oder Inspirationsquellen, die identitätsstiftend sind. Wenn eine Gesellschaft ihre Kinder liebt, muss sie ihnen die Möglichkeit geben, eine ausgeglichene Persönlichkeit und eine feste Identität zu konstruieren. Solange beispielsweise der europäische Geist nur eine Nebenrolle spielt, solange wir unsere abendländischen Werte selbst mit Füßen treten, aus Geldgier und Spekulationslust unschuldige Menschen

Introvertiertheit, psychische Leiden wie Depressionen, Anorexie oder Bulimie stellen letztlich radikale Tendenzen gegen das eigene Selbst dar. Diese Schüler vermögen leichter manipuliert und für extremistische Theorien, zu denen der religiöse Fundamentalismus gehört, sensibilisiert zu werden. Neben diesen für die Jugend typischen Schwierigkeiten hat sich das neue Phänomen der religiösen Radikalisierung als eine weitere Möglichkeit, seiner Unzufriedenheit, seiner Revolte Ausdruck zu verleihen, allmählich und zum Teil völlig unbemerkt in die Schullandschaft sowie in die gesamte westliche Gesellschaft eingeschlichen.

Somit obliegt es zum einen der Schule, die in direktem Kontakt mit den Jugendlichen steht, solide Strukturen zu gewährleisten, zum anderen der Bildungs- und Erziehungspolitik, effizientere Instrumente zu schaffen, damit mögliche intellektuell und/oder psychisch von der gesunden Norm abweichende Verhaltensweisen bzw. Verhaltensstörungen frühzeitig erkannt werden, damit man ihnen entgegenwirken kann. So beispielsweise die nach den Attentaten im Januar 2015 durchgeführte Campagne des französischen Erziehungsministeriums *Prévenir la radicalisation*, die auf das Erkennen von Frühsignalen abzielt: „Ce livret est un outil de prévention de la radicalisation des jeunes à l'usage des chefs d'établissement et des équipes éducatives. Il caractérise le phénomène de radicalisation et propose à la vigilance des personnels un certain nombre de signes repérables. Enfin, il indique ce qu'il convient de faire lorsque ces signes ont été observés.“<sup>2</sup>

Der religiöse Fundamentalismus mit seinen selbsternannten (Hass-)Predigern hält sich durch die Frustrationen junger Menschen, durch Arbeitslosigkeit und soziale Ungerechtigkeit am Leben, bindet schließlich seine Opfer mithilfe einer simplistischen Sprache an sich, indem er ihnen wenn nicht das Paradies auf Erden, so doch das Paradies im Jenseits verspricht.



in den Ruin treiben, braucht niemand sich zu wundern, wenn es Extremisten gelingt, die Enttäuschten unserer Gesellschaft um sich zu scharen. Und der religiöse Fundamentalismus mit seinen selbsternannten (Hass-)Predigern hält sich durch die Frustrationen junger Menschen, durch Arbeitslosigkeit und soziale Ungerechtigkeit am Leben, bindet schließlich seine Opfer mithilfe einer simplistischen Sprache an sich, indem er ihnen wenn nicht das Paradies auf Erden, so doch das Paradies im Jenseits verspricht.

### Schüler mit Schwierigkeiten – eine Risikogruppe?

In der Tat laufen Schüler mit Schwierigkeiten – Schulversagen, Schulabbruch, Probleme innerhalb der Familie, Probleme der Integration in die Schulgemeinschaft oder die Gesellschaft – Gefahr, einem Extrem zu verfallen, sich also zu „radikalisieren“, auch wenn diese Radikalisierung nicht zwangsläufig einen religiösen Hintergrund hat. Isolation,

### In der Garderobe der öffentlichen Schule – Religion als „Privatsache“?

In ihrem Werk *La République en questions* erläutert die französische Philosophin und Hochschullehrerin Catherine Kintzler das laizistische Prinzip in Bezug auf die zivile Gesellschaft und ihr religiöses Verhalten wie folgt: „Il est nécessaire que les choses relatives à la croyance et à l'incroyance demeurent privées et qu'elles jouissent de libertés civiles. Elles peuvent se manifester en public, mais elles ne deviendront affaire publique, objet de discours officiel, que si elles sont à l'origine d'un délit ou d'un crime relevant du droit commun.“<sup>3</sup> Der Bürger genießt also seine zivilrechtliche Freiheit, u. a. Meinungs- und Religionsfreiheit, und darf unter der Bedingung, das allgemeine, „bürgerliche“ Recht nicht zu verletzen, seinen religiösen bzw. ideologischen Überzeugungen Ausdruck verleihen, während bei den Vertretern der staatli-



chen Macht Zurückhaltung geboten ist – ein klar definierter Unterschied also zwischen Bürgern und Beamten. Die Frage, die sich hier aufdrängt, bezieht sich auf ein mögliches Analogieverhältnis: der Schüler als Bürger, der Lehrer als Beamter?

Kintzler referiert juristische Gründe, die einen wesentlichen Unterschied zwischen öffentlichem Leben und Schule voraussetzen: „L'école est obligatoire. Or les élèves qui fréquentent l'école publique n'ont pas choisi leurs camarades, et c'est d'ailleurs à ce titre que l'école est un lieu d'intégration et d'égalité. Tolérer une manifestation religieuse de la part des uns, c'est l'imposer aux autres qui ne peuvent s'y soustraire.“<sup>4</sup> Im Gegensatz zum Bürger, der religiösen Ereignissen sowohl im öffentlichen als auch im privaten Leben den Rücken kehren kann bzw. darf, haben Schüler Anwesenheitspflicht. Da man kaum eine Schulgemeinschaft in religiöse Gruppen aufspalten kann, was in in den Augen Kintzlers zu Recht als „Segregation“ bezeichnet wird, scheint es nur eine Möglichkeit zu geben: „Pour que personne ne puisse se plaindre d'avoir été contraint de subir une manifestation qu'il désapprouve, et pour qu'il n'y ait aucune ségrégation, il faut interdire le port des signes d'appartenance politique et religieuse à l'école publique.“<sup>5</sup> Diese Argumentation überzeugt meines Erachtens kaum: Während zunächst von religiösen Ereignissen gesprochen wird, weitet sich das in der Schlussfolgerung vorgeschlagene Verbot bis auf Zeichen „politischer und religiöser“ Herkunft aus, wobei es doch einen Unterschied geben sollte, ob ein Jugendlicher an einer heiligen Messe teilnimmt oder ob er als Kettenanhänger ein Kreuz, einen Davidstern, eine Mondsichel trägt. Ferner gibt es in den nicht laizistischen Staaten (in Deutschland, Belgien, Österreich, bis vor kurzem auch in Luxemburg)<sup>6</sup> Religionsunterricht (vor allem katholischen und protestantischen) sowie religiöse Ereignisse (Gemeinschaftsmessen, Pilgerfahrten ...), ohne dass aber Schüler gezwungen würden, daran teilzunehmen; ferner werden Unterrichtsalternativen zum „traditionellen“ Religionsunterricht angeboten. Insofern kann kaum von einem „Zwang“ („imposer aux autres“) die Rede sein. Das Ziel, das die strikte Trennung zwischen Religion – um es allgemeiner zu fassen – und Staat unter anderem in öffentlichen Schulen durch ein striktes Verbot zu erreichen gedenkt, kann kaum erreicht werden; die Verfechter dieser Auffassung liefern selbst das Argument, indem sie die Meinung vertreten, Religion sei „Privatsache“ und gehöre eben nicht in die Schule. Ist es aber realistisch zu glauben, in der Schule spiele das Private keine Rolle oder dürfe zumindest keine Rolle spielen?

Im Gegensatz zur Zivilbevölkerung im laizistischen Staat, in der Religion erst eine öffentliche Rolle spielen darf, wenn ein Gesetz verletzt worden ist, muss in einer Schulgemeinschaft eben gerade die Möglichkeit bestehen, über solche Themen zu diskutieren, was nicht zwangsläufig in einem spezifischen Unterrichtsfach – wie wir noch sehen werden – verwirklicht werden muss. Die Schüler bringen viel Privates, vieles, was sie beschäftigt, mit in



die Schule, die ja die Aufgabe hat, junge Menschen in ihrer Identitätskonstruktion zu begleiten und zu unterstützen. Und da religiöse Fragen Privatsache sind, werden auch diese früher oder später zum Ausdruck gebracht werden. Man kann sich in dieser Situation kaum einen engagierten Lehrer vorstellen, der solchen Fragen mit der Begründung, alles Religiöse und Politische gehöre nicht in die öffentliche Schule, ausweicht. Gälten also die gleichen Rechte in der Schule wie in der zivilen Gesellschaft, so dürften religiöse Probleme bzw. Fragen erst dann thematisiert werden, nachdem ein Gesetz verletzt worden wäre. Und so weit sollte man es doch nicht kommen lassen: Man sollte durch Offenheit und Gesprächsbereitschaft vorbeugen und nicht erst nach der Verletzung eines Gesetzes (was auch immer dies bedeuten mag) reagieren.

Des Weiteren müssen religiöse bzw. ethische Fragen in der Schule thematisiert werden, weil junge Menschen nicht über die gleichen kognitiven und affektiven Fähigkeiten, den gleichen kritischen Geist und die gleiche intellektuelle Autonomie wie reife Erwachsene verfügen, die in ihrem Alltag stets mit widersprüchlichen Meinungen konfrontiert werden, die sie entweder zu teilen, zu widerlegen, abzulehnen oder gar zu ignorieren imstande sind. Wenn Jugendliche gezwungen werden, jedwede Fragen religiöser, ideologischer oder politischer Natur in der Garderobe der öffentlichen Schule wie ein Kleidungsstück abzulegen, weil sie sich eben in einer öffentlichen Einrichtung befinden, dann werden sie mit ihren Fragen und dem, was sie beschäftigt, alleingelassen, und von ihnen wird eine Autonomie bzw. Urteilskraft verlangt, die sie ganz einfach noch nicht besitzen können, so Kintzler: „On devrait donc leur assener le poids de la liberté avant de leur en avoir donné la maîtrise.“<sup>7</sup>

Damit die Schule der Ort einer wirklichen Integration wird, muss sie auf der einen Seite eine Gesprächs- und Diskussionskultur pflegen, die es den Jugendlichen erlaubt, das, was sie bewegt, auch wenn es religiöser Natur ist, zum Ausdruck zu bringen, zum anderen aber auch strengere Grenzen setzen, als sie dem erwachsenen Bürger zugestanden werden. Die Herausforderung besteht darin, ein Leben in der Gemeinschaft, in der Gemeinsamkeit, in Frieden und ohne Diskriminierung zu ermöglichen und einen Ort, der Lern- und Individuationsprozesse unterstützt, zu schaffen. Und freie persönliche Ent-

(Titelbild der ZEIT Nr.49/2012) – Das strikte Verbot religiöser Ausdrucksformen in der Schule wird des Öfteren mit dem Argument begründet, Religion sei „Privatsache“ und gehöre eben nicht in die Schule. Ist es aber realistisch zu glauben, in der Schule spiele das Private keine Rolle oder dürfe zumindest keine Rolle spielen?

faltung und Selbstbestimmung führen zwangsläufig zur Einschränkung persönlicher Freiheiten, denn damit jeder sich entfalten kann, muss er spätestens dort seiner eigenen Freiheit Einhalt gebieten, wo sie die des Nächsten angreift; insofern kann, im Gegensatz zur Zivilbevölkerung, innerhalb einer Schulgemeinschaft nicht jeder jede Meinung vertreten bzw. jedwede religiöse oder ideologische Überzeugung ausleben. Der Schüler kann also – auch im laizistischen Staat – nicht mit einem Bürger, der alle seine zivilen Rechte genießt, gleichgestellt werden. Um die Akzeptanz der Vielfalt in der Schule zu gewährleisten und somit Integration zu ermöglichen, müssen einerseits bürgerliche Rechte wie Religions- und Meinungsfreiheit zum Teil eingeschränkt werden, zum anderen müssen Religion und Ideologie aber auch „öffentlich“ diskutiert werden können.

### Eltern und außerschulische Partner

Was nun die Werteorientierung bzw. Wertebildung bei jungen Menschen betrifft, so kann die Schule unmöglich als Einzige für diesen Prozess Verantwortung tragen, auch wenn viele Außenstehende, die sich dazu berufen oder gar befugt fühlen, sich quasi als Experten über schulische Angelegenheiten zu äußern, legitimiert dadurch, dass sie auch einmal Schüler gewesen sind, diesem Irrglauben verfallen sind. In der Tat stellt die Werteorientierung einen Teil der allgemeinen Sozialisation, die aber von unterschiedlichen Akteuren wie zum Beispiel den Familienmitgliedern, Verwandten, Bekannten, Freunden, Medien und sozialen Netzwerken beeinflusst wird, dar.

Junge Menschen werden nicht als „tabula rasa“, als leere Festplatte oder als Rohstoff eingeschult, sondern sind von (Un-)Werten, die ihnen zu Hause vermittelt worden sind bzw. die zu Hause gelebt werden, geprägt. Lehrer vermögen somit keineswegs den Prozess der Wertebildung an sich auszulösen, sondern lediglich diesen auf einer doch sehr eingeschränkten Spielwiese dadurch zu beeinflussen, dass sie ihn entweder weiterfördern, ergänzen oder korrigieren. Schwierigkeiten, die zuweilen auftauchen, sind darauf zurückzuführen, dass es nicht immer notgedrungen eine „Kongruenz“ zwischen den Werten, die innerhalb einer Familie gelebt werden, und den Werten, die die Schule vertritt, gibt. Helmut Giesecke weitet die verschiedenen „sozialen Orte“, wo Wertebildung

und Werteorientierung stattfinden, weiter auf Freundeskreis, Jugendtreffpunkte, Gruppen u. Ä. aus, Orte, „die die Wertebildung nachhaltig“ prägen würden und auf die Pädagogen „keinen Einfluss“ hätten: „Selbst die Intentionen der verschiedenen pädagogischen Orte sind nicht unbedingt kongruent, die Absichten der Lehrer können z. B. durch dem entgegenstehende Tendenzen in den Familien konterkariert werden. Insofern ist geboten, lediglich von einem Beitrag zu sprechen, den die Schule in diesem Zusammenhang zwar leisten, dessen Erfolg sie aber weder kalkulieren noch garantieren kann.“<sup>8</sup>

Ein Schüler, der beispielsweise zu Hause oder im außerschulischen Bereich radikalisiert wird, kann nicht von der Schule „geheilt“ oder „bekehrt“ werden; falls eine solche Devianz innerhalb der Schule festgestellt wird, müssen andere Instanzen zu Rate und zur Hilfe gezogen werden, so zum Beispiel Ordnungskräfte und Justiz. Die Schule muss also die Grenzen ihres Handlungsspielraums erkennen und akzeptieren, aber auch – ggf. mit Nachdruck – darauf hinweisen, dass es noch viele andere Orte gibt, an denen Werte und Unwerte vermittelt und gelebt werden. Insofern kann wohl kaum die ganze Verantwortung für die Erziehung und Werteorientierung auf schulische Behörden und Einrichtungen übertragen werden: „Die Schule kann hier nur leisten, was im Rahmen ihres Handlungsspielraums wirklich möglich ist; das ist nicht wenig, wenn auch vielleicht weniger, als die Öffentlichkeit zu Unrecht oft erwartet.“<sup>9</sup>

Claude Heiser

<sup>1</sup> Nietzsche, Friedrich: Der Freigeist. Abschied, in: Brode, Hanspeter (Hrsg.): Deutsche Lyrik. Eine Anthologie, Frankfurt a. M. 1990, S. 241  
<sup>2</sup> [http://cache.media.education.gouv.fr/file/02\\_-fevrier/76/8/Prevenir-la-radicalisation-des-jeunes\\_390768.pdf](http://cache.media.education.gouv.fr/file/02_-fevrier/76/8/Prevenir-la-radicalisation-des-jeunes_390768.pdf), zuletzt eingesehen am 17.11.2015.  
<sup>3</sup> Kintzler, Catherine: La république en questions, Paris 1996, S.82.  
<sup>4</sup> Ebd., S.84.  
<sup>5</sup> Ebd.  
<sup>6</sup> In Europa unterscheiden sich sogenannte „weltliche“ Staaten, in denen eine Religion im öffentlichen Leben einen Stellenwert besitzt (so leistet nach Artikel 56 des Grundgesetzes der deutsche Bundeskanzler den Eid mit „So wahr mir Gott helfe!“ – Zusatz, von dem auf Wunsch des Kandidaten abgesehen werden kann), von laizistischen Staaten, in denen Staat und Kirche strikt getrennt sind (u. a. Frankreich, Italien, Irland), und Ländern mit einer Staatsreligion (u. a. Großbritannien mit der Queen als „supreme governor“ der anglikanischen Kirche, Griechenland, Finnland). Vgl. dazu den Beitrag der Cour nationale du droit d'asile mit dem Titel *Le principe de laïcité* auf der Internetseite <http://www.cnda.fr/content/download/5104/15442/version/1/file/expose-sur-la-laicite.pdf>, zuletzt eingesehen am 19.11.2015, S.9.  
<sup>7</sup> Kintzler, La république en questions, S. 85.  
<sup>8</sup> Giesecke, Helmut: Was kann Schule zur Werteerziehung beitragen?, in: Gruhn, Sabine/ Kluchert, Gerhard/ Koinzer, Thomas (Hrsg.): Was Schule macht. Schule, Unterricht und Werteerziehung: theoretisch, historisch, empirisch. Achim Leuschinsky zum 60. Geburtstag, Weinheim/ Basel 2004, S.236.  
<sup>9</sup> Ebd., S.246.



Damit die Schule der Ort einer wirklichen Integration wird, muss sie unter anderem eine Gesprächs- und Diskussionskultur pflegen.

## Maßnahmen gegen Radikalisierung?

### Über die Bildung von Werten und ihre Vermittlung in der Schule

Folgende Aspekte werden in dieser und den beiden nächsten Ausgaben behandelt werden:

#### Teil I

Jugendliche – leichte Opfer für jedwede Form von Radikalisierung?  
Die „ethische Leere“ der westlichen Gesellschaft  
Schüler mit Schwierigkeiten – eine Risikogruppe?  
In der Garderobe der öffentlichen Schule – Religion als „Privatsache“?  
Eltern und außerschulische Partner

#### Teil II

Der Lehrer als Beamter?  
Die Schule als staatliche Institution – Norm und Autorität

#### Teil III

Werte vermitteln und/oder erleben – curriculare und didaktische Aspekte  
Fazit: Einen begehbaren goldenen Mittelweg finden



# Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch  
eines jeden

## BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit  
und zwar zu den  
allergünstigsten Bedingungen

## Unschlagbares Angebot

für:  
Wohnungsbau/-kauf  
Modernisierung  
Grundstückwerb

mit:  
Sofortkredit  
CGFP-Vorzugsdarlehen  
Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:

**OEL/CGFP**

Oeuvre CGFP  
d'Épargne-Logement  
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit:

(Name)

(Vorname)

Ich bitte um  
unverbindliche  
Beratung durch einen  
CGFP/BHW-Berater

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2016



# Bausparen

## aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

## Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

### Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohntraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

### Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

### Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

### Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Zudem sind die Zinserträge auf Bausparguthaben von der Quellensteuer befreit (ein CGFP-Erfolg). Das lohnt sich!



## Digitaler Bad-Komfort



Mit Sensoren, Lichtspielen und Verbrauchsanzeigen erhält das Bad jetzt den ultimativen Frischekick. Schwelgen und Sparen lautet die Devise! Durchschnittlich 50 Minuten verbringen wir täglich im Bad. Und das entwickelt sich zur Wellnesszone mit ausgefeiltem Nutzungskomfort. Jetzt schwappt ein neuer Trend in den Nassbereich. „Universal Design“ garantiert Annehmlichkeiten für alle Generationen: bodenebene Duschen, höhenverstellbare Armaturen, neigbare Spiegel und Sensortechnik für berührungslose Bedienung von WC, Waschbecken und Türen. Mittels einer intelligenten Dusche – Kostenpunkt ab rund 10.000 Euro – kann man Wunschttemperatur, Dampf- und Wasserdruck individuell und täglich abrufbar einspeichern.

Für ein optisches Highlight in der Dusche sorgt farbiges Licht. Wahlweise kann man die Nasszelle zum Beispiel in blaues oder rosa Licht tauchen und so eine ganz eigene Sinnenwelt betreten. „Universal Design im Bad bedient die Komfort-Bedürfnisse aller Altersgruppen und unterstützt das Wasser- und Energiesparen“, betont Ralf Palm von der BHW Bausparkasse. Eine digitale Anzeige, integriert an der Duscharmatur, zeigt den Verbrauch an und sendet die Auswertung aufs Smartphone.

Das Einsparpotenzial liegt bei jährlich bis zu 440 Kilowattstunden an Wärmeenergie und 8.500 Liter bei Trink- und Abwasser! So kann man neben dem Entspannen und Genießen sogar noch etwas für die Umwelt tun.

## Frische Brise im Haus – dank Lüftungssystem



Moderne Häuser sind gut gedämmt. Das spart Energie, bremst aber den Luftwechsel. Eine Lösung bieten moderne Lüftungsanlagen. Mit integrierter Wärmerückgewinnung sind sie besonders effektiv.

Duschen, Waschen, Kochen: Bis zu zwölf Liter Wasserdampf erzeugt eine vierköpfige Familie im Haushalt pro Tag. Die feuchte Luft entweicht in unsanierten Altbauten rasch, denn Fugen in Bauteilen und Fenstern sorgen für kräftigen Durchzug – produzieren aber auch hohe Heizkosten. In modernen Häusern ist beides nicht erwünscht.

Eine dicke Wärmedämmung schafft dort ein behagliches Raumklima, stoppt aber den Luftaustausch. Schimmel kann die Folge sein. „Wer nicht mehrmals täglich über die Fenster stoßlüften will, sollte über den Einbau einer kontrollierten Wohnungslüftung nachdenken“, rät Stefanie Binder von der BHW Bausparkasse.

### Zentral oder dezentral?

Zentrallüftungen versorgen das gesamte Haus, während dezentrale Geräte ausgewählte Räume lüften. Sie lassen sich auch nachträglich leicht installieren, da kein Lüftungskanalsystem nötig ist.

Besonders effizient ist die Koppelung der Lüftung mit einer Wärmerückgewinnung. Dabei entzieht ein Wärmetauscher der Abluft die enthaltene Energie und wärmt damit die Frischluft, die ins Haus strömt.

Dabei werden 60 bis 80 Prozent der Wärme zurückgewonnen. In einem Effizienzhaus lassen sich so 20 bis 50 Prozent der Heizkosten einsparen.

Damit Lüftungsanlagen mit Wärmerückgewinnung effektiv arbeiten, muss die Hülle des Hauses möglichst luftdicht sein. Dies lässt sich durch einen Luftdichtheitstest prüfen.



Nachgefragt

# „Den Immobilienmarkt in Luxemburg positiv mitgestalten“

Ein „fp“-Gespräch mit dem Vorstandsvorsitzenden der BHW Bausparkasse AG Lars Stoy

2016 jährt sich zum 40. Mal die partnerschaftliche Zusammenarbeit zwischen der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement. Mit dem Ziel, den öffentlichen Bediensteten den Zugang zum Eigenheim unter günstigen Bedingungen zu ermöglichen, war die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement im Jahre 1974 gegründet worden und hatte mit staatlicher Unter-

stützung die BHW Bausparkasse nach Luxemburg geholt. Nach Abschluss eines Kooperationsvertrags 1976 hat BHW als erste Bausparkasse mit einer Niederlassung im Großherzogtum Luxemburg ab 1977 die Geschäftstätigkeit aufgenommen. Wir möchten das bevorstehende Jubiläum zum Anlass für unsere Einstiegsfrage nehmen.

**fonction publique: Herr Stoy, wie beurteilen Sie die Zusammenarbeit zwischen BHW und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement heute?**

**Lars Stoy:** Die Zusammenarbeit geht ja weit über das hinaus, was man üblicherweise als Kooperation versteht. Wir sprechen von einer langen Erfolgsgeschichte, die im Wesentlichen darauf beruht, dass die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement den Bauspardanken nach Luxemburg „eingeladen“ hat. BHW hat die Einladung sehr gerne angenommen. Und ich glaube, es ist beiden Partnern gelungen, diese – wenn man so bildlich sprechen will – lange Ehe stets gut auszugestalten. Mir wurde von beiden Seiten berichtet, dass es immer eine gute Gemeinschaft war, ein hervorragendes Zusammenleben und insbesondere eine erfolgreiche Partnerschaft. Wenn man mal überschlägig rechnet, dürften wir in den 40 Jahren ungefähr fünf bis sechs Milliarden Euro an Baufinanzierungsmitteln ausgelegt haben, überwiegend natürlich an die Mitarbeiter des öffentlichen Dienstes. Von daher glaube ich, dass wir gemeinsam, Oeuvre und BHW, auch einen entscheidenden Beitrag dazu geleistet haben, den Immobilienmarkt in Luxemburg positiv mitzugestalten.

**fonction publique: Die Idee des authentischen Bausparens im Kollektiv war dazu gedacht, den Eigenheimwerb zu erleichtern und zu beschleunigen. Für Sie dürfte demnach außer Frage stehen, dass sich dieses Konzept der Eigentumsbildung bewährt hat...**

**Lars Stoy:** Absolut! An den eben genannten Zahlen sehen Sie, dass das System gut funktioniert, auch am Luxemburger Markt. Das Bausparen zeichnet sich dadurch aus, dass es in ganz unterschiedlichen Phasen stets flexibel genug war, um die Bedürfnisse der Kunden – und darum geht es ja insbesondere – zu bedienen. Wir haben heute ein System mit der Möglichkeit, sich langfristig das aktuelle Zinsumfeld abzusichern. Das ist gewiss ein sehr hohes Gut, wenn man unabhängig wird von Kapitalmarktschwankungen. Alle Welt spricht ja heute von rekordniedrigen Zinsen. Das ist sicher ein für Hauslehaber schönes, aber vorübergehendes Phänomen. Denn irgendwann wird man sich Gedanken darüber machen müssen, wie man eine Immobilie auch in höheren Zinsumfeldern finanzieren kann – und dafür ist das Bausparen sicherlich nach wie vor bestens geeignet. Ein zweiter Aspekt ist natürlich weiterhin die Vermögensbildung. Ich denke, gerade da muss man sich auch gesellschaftspolitisch Gedanken machen. In einem Niedrigzinsumfeld gehört es eben weiterhin dazu, dass Menschen sparen und sich Vermögen aufbauen. Da unterscheiden wir uns im Herzen Europas ganz signifikant vom angelsächsischen System, wo man erst mal Geld ausgibt, bevor man anfängt zu sparen. Hier hat es sich jedenfalls bewährt, dass man, bevor man Ausgaben tätigt, sich erst einmal einen soliden Grundstock an Vermögen aufbaut. Und



„Sie ersparen sich das Risiko einer Anschlussfinanzierung. Sie können heute sagen, wieviel Ihr Darlehen Sie über die gesamte Laufzeit kostet, von der Auszahlung bis zur kompletten Rückzahlung“, fasst der BHW-Vorstandsvorsitzende Lars Stoy die Vorteile des Bausparens zusammen.

da ist Bausparen das ideale Instrument, gerade für die Immobilienfinanzierung.

**fonction publique: Während der letzten Jahrzehnte hat sich der Wohnungsmarkt grundlegend verändert. In Luxemburg beispielsweise haben sich die Anschaffungspreise für ein Eigenheim vervielfacht. Kaum jemand hatte mit einer derart rasanten Entwicklung gerechnet. Wie konnte das Bausparen über all die Jahre mit dieser Entwicklung Schritt halten?**

**Lars Stoy:** Tatsächlich ist es die Flexibilität des Systems. Bausparen passt eigentlich in fast jeder Marktphase für eine Immobilienfinanzierung. Darüber hinaus haben wir unser Bausparsystem regelmäßig weiterentwickelt. Die Möglichkeit, auch höhere Beleihungsausläufe zu finanzieren, war sicherlich nicht seit Anfang der Kooperation gegeben. Das haben wir in den letzten Jahren gemeinsam entwickelt, so dass wir auch Menschen zum Eigenheim verhelfen können, die eben noch keinen eigenen größeren Kapitalgrundstock gelegt haben. Insofern lag der Erfolg auch an der Ausprägung dieser Kooperation. Beide Partner haben stets daran gearbeitet, das Bausparen marktgerecht anzubieten. Insofern ist dieses System – BHW feiert 2016 den 88. Geburtstag – immer noch tauffrisch und modern, so dass es auch für jüngere Menschen als Finanzierungsbaustein oder Vermögensbildungsbaustein in Frage kommt.

**fonction publique: Die BHW Bausparkasse darf das Verdienst beanspruchen, im Laufe der Jahre maßgeblich dazu beigetragen zu haben, den Kreditmarkt in Luxemburg zu beeinflussen. Wie sehen Sie die künftige Entwicklung des Unternehmens, das ja vornehmlich eine Bausparkasse für den öffentlichen Dienst ist?**

**Lars Stoy:** ... und bleibt! Wir sind gerne in Luxemburg, weil es ein für uns sehr attraktiver Markt ist. Wir haben eben gesprochen über die positive Entwicklung am Immobilienmarkt. Davon profitiert natürlich auch ein Kreditgeber. Wir haben in Luxemburg sehr niedrige

Kreditrisikokosten. D.h.: Wenn wir einen Kredit gewähren, dann wird der Kredit in aller Regel auch zurückgezahlt. Das macht es für eine Bank natürlich erfreulich, Kredite in Luxemburg bereitzustellen. Die Zusammenarbeit mit dem öffentlichen Dienst ist für uns seinerzeit sicherlich der Eintritt in den Luxemburger Markt gewesen. Das ist heute auch der wesentliche Grund, warum wir uns an diesem Markt weiterhin wohlfühlen. Die Zusammenarbeit mit der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement bietet uns einen sehr guten Marktzugang. Insofern glaube ich an eine gute Zukunft unserer Luxemburger Dependance, weil wir mit der Oeuvre eine gute Kooperation führen, die wir auch weiter ausgestalten wollen. So haben wir beispielsweise beschlossen, noch weiter ins Unternehmen zu investieren, um unsere Marktanteile ausbauen zu können.

**fonction publique: Wie bewerten Sie die staatliche Luxemburger Eigenheimförderung? Entsprechen Ihrer Auffassung nach die derzeitigen Bestimmungen den Bedürfnissen oder empfehlen sich zusätzliche Maßnahmen?**

**Lars Stoy:** Das ist sicherlich ein wichtiges Thema. Nun bin ich allerdings nicht derjenige, der die Regierung beratschlagen sollte, wie man Vermögensbildung in der Bevölkerung betreibt. Dennoch müssen wir ein paar Dinge zur Kenntnis nehmen: Zum einen sind Vermögensbildung und Altersvorsorge in sämtlichen Ländern Europas – und damit auch in Luxemburg – ein sehr aktuelles Thema. Auch die Politik ist gefordert zu überlegen, wie man das in Zukunft, gerade in einem Nullzinsumfeld, sicherstellen kann. Insofern kann es durchaus sinnvoll sein zu hinterfragen, wie man beispielsweise die Altersvorsorge durch Schaffung von Wohneigentum noch anders fördert als man das heute schon tut. Man muss sicherlich auch entsprechende Rahmenbedingungen einfordern und die Frage beantworten, wo Menschen überhaupt Eigentum bilden können. Sind genü-

gend Bauplätze vorhanden? Werden Familien ausreichend gefördert? – Da gibt es ein breites Spektrum von Möglichkeiten, die der Fiskus in der Hand hält. Auch solche Themen genau wie das System des Bausparens müssen sich den aktuellen Gegebenheiten anpassen. Insofern ist es sicherlich sinnvoll, von Zeit zu Zeit zu prüfen, ob die derzeitigen Instrumente noch zukunftsgerichtet sind.

**fonction publique: Wie schätzen Sie das Geschäftsjahr 2015 Ihrer Luxemburger Niederlassung unter neuer Leitung ein, als die führende einheimische Bausparkasse?**

**Lars Stoy:** Es war ein sehr erfreuliches Geschäftsjahr. Wir haben ja auch seit Anfang des Jahres mit Herrn Vogt einen neuen Niederlassungsleiter, der gemeinsam mit Herrn Meyer, unserem Direktionsbeauftragten für den öffentlichen Dienst, viele Dinge angegangen ist. Herr Preiss ist nach vielen Jahren guter Arbeit in den wohlverdienten Ruhestand getreten. Auch die Kooperation ist mit frischem Wind versehen worden. Sowohl im Bausparen als auch in der Baufinanzierung wurde das Vorjahresergebnis bereits Ende Oktober übertroffen. D.h.: Allein an den Geschäftszahlen kann man ablesen, dass 2015 ein sehr ordentliches Jahr war, was natürlich auch damit einher geht, dass man verschiedene Themen neu betrachtet hat, beispielsweise in den Vertrieb investiert hat. Wir haben die Bearbeitungszeiten in der Niederlassung hinterfragt und optimiert. Bei unseren Beleihungsgrenzen haben wir Dinge verändert. Außerdem werden wir auch in 2016 gemeinsam mit CGFP-Services verschiedene Maßnahmen anstoßen, die den Geschäftserfolg erhöhen dürften. Ein Beispiel: Wir wollen uns auch stärker um unsere Kundenbestände kümmern.

**fonction publique: Unterm Strich: Das zielorientierte, traditionelle Bausparen bleibt für Sie auch weiterhin eine zweckmäßige und sichere Sparform...**

**Lars Stoy:** Durchaus! Wir haben es bereits erwähnt: Zum einen ist es ein Instrument der Vermögensbildung. Das ist gar nicht zu unterschätzen in der heutigen Zeit, in der wir überlegen müssen, wie wir Menschen weiterhin attraktive Sparformen an die Hand geben, die staatlich gefördert sind, aber immer noch eine Mindestrendite abwerfen. Und zum anderen ist es aber auch ein Instrument, das den Menschen zeigt, wie sie das heutige Zinsumfeld nach vorne hin absichern können.

**fonction publique: BHW überrascht nunmehr mit der Einführung eines den derzeitigen Gegebenheiten angepassten neuen Bausparkonzepts. Könnten Sie unseren Lesern die Vorzüge dieser reformierten Tarifordnung kurz erläutern...**

**Lars Stoy:** Wir hatten bisher einen Tarif, den Dispo maXX, der sowohl auf der Spar- als auch auf der Finanzierungsseite attraktive Angebote hatte. Wir haben uns jetzt aber entschieden, auch aufgrund der aktuellen Zinsphase,



ein Produktkonzept einzuführen, das die konkreten Wünsche der Kunden noch stärker in den Mittelpunkt stellt: Will ich als Kunde finanzieren? Oder will ich gegebenenfalls eher in ein Produkt sparen, eine angemessene Rendite erwirtschaften und vielleicht zu einem späteren Zeitpunkt in eine Finanzierung eintreten.

Wir haben somit zwei Produkte im Angebot: Das „Wohnbausparen Plus“. Dieser Finanzierungstarif bietet Darlehenszinsen ab 1,25 Prozent. Das ist natürlich auch im Vergleich zu klassischen Hypothekendarlehen, die Sie bei einer Bank in Luxemburg abschließen können, ein sehr attraktiver Zinssatz. Und der gilt dann eben bis zur Endfälligkeit des Darlehens. Sie sind während der ganzen Darlehenslaufzeit abgesichert gegen steigende Zinsen, so dass sie tatsächlich eine Belastungssicherheit haben, was ja gerade auch für junge Familien wichtig ist. Damit werden wir, gerade was Finanzierungskonzepte angeht, noch leistungsfähiger als wir das heute schon sind.

Das zweite Konzept ist dasjenige für den Unentschlossenen, der noch nicht weiß, ob er in Zukunft doch vielleicht baufinanzieren will. Da bieten wir einen Tarif an, der ein Prozent Guthabenszins zahlt, gepaart mit einem attraktiven Darlehenszins von 2,35 Prozent in einer etwaigen Finanzierungsphase. D.h.: Da haben wir das richtige Angebot für Menschen, die gegebenenfalls in Zukunft vielleicht auch als Vorsorgebausparvertrag für eine schon bestehende Immobilie ansparen wollen. Gepaart mit einer staatlichen Förderung kommt da eine ganz attraktive Rendite zustande. (In einer nächsten Ausgabe werden wir ausführlich auf die neue Tarifordnung zurückkommen. Anm. d.R.)

**fonction publique:** Damit wären wir dann auch schon bei der eigentlichen Kernfrage: Wie sehen Sie die Zukunft des Bausparens, auch im Vergleich zu den herkömmlichen Baufinanzierungsangeboten der üblichen Kreditinstitute? Hat das Bausparen Ihrer Einschätzung nach eine Zukunft, gerade in Zeiten, in denen die Zinssätze auf Hypothekendarlehen einen historischen Tiefpunkt erreicht haben?

**Lars Stoy:** Im Resümee ist es eigentlich so: Sie ersparen sich das Risiko einer Anschlussfinanzierung. Sie können heute sagen, wieviel Ihr Darlehen Sie über die gesamte Laufzeit kostet, von der Auszahlung bis zur kompletten Rückzahlung. Das ist der eigentliche Vorteil des Bausparproduktes bei Finanzierungs Konzepten. Und ich denke, dass wir da auch in Luxemburg den klassischen Geschäftsbanken durchaus Paroli bieten können mit diesem Angebot, gepaart natürlich mit den Vorteilsangeboten, wie Sonderkonditionen, die wir für die CGFP-Mitglieder in der Baufinanzierung haben.

**fonction publique:** Das überlieferte hochgelobte Sparen nach dem Motto: „Spare in der Zeit, so hast Du in der Not“ gerät aufgrund der europäischen Zinspolitik in Verruf, indem die Bürgerinnen und Bürger zum Konsum angehalten werden. Dies ist das Gegenteil der Werte, die Sie vermitteln. Stört Sie das nicht als Bausparkassenvorsitzender?

**Lars Stoy (lächelt):** Ich lächle hier in der Tat. Ehrlicherweise müsste ich aber eher besorgt sein, weil es mich schon



Für Lars Stoy, den Vorstandsvorsitzenden der BHW Bausparkasse AG, geht die Zusammenarbeit mit der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement weit über das hinaus, was man üblicherweise als Kooperation versteht. „Wir sprechen von einer langjährigen Erfolgsgeschichte, die im Wesentlichen darauf beruht, dass die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement den Bauspargedanken nach Luxemburg ‚eingeladen‘ hat“, sagt er im „fp“-Gespräch.

mit einer gewissen Sorge erfüllt, sowohl was Deutschland, aber möglicherweise auch Luxemburg betrifft, dass Menschen von einem Spargedanken weggeleitet werden. Wir sehen in Deutschland, dass die Sparquote sukzessive sinkt bei immer größer werdenden Herausforderungen was die persönliche Altersvorsorge angeht. Und ich kann mir vorstellen, dass das in Luxemburg gar nicht anders ist. Die Menschen werden immer älter und müssten eigentlich viel mehr vorsorgen mit einem angemessenen Zins. Oder mindestens mit einer mietfreien Immobilie dafür vorsorgen, dass sie im Alter sorgenfrei unterm eigenen Dach leben können. Doch dieses Nullzinsumfeld bringt Menschen vom Sparen ab. Das ist keine gute Entwicklung. Insofern betont natürlich nicht nur die Bausparbranche in Deutschland, sondern die ganze Vorsorgebranche, dass wir überlegen müssen, wie wir Menschen weiter dazu ermutigen, für ihr Alter vorzusorgen, aber auch wie wir die Politik dazu bekommen, zu überlegen: Wie kann man sicherstellen, dass in einer gegebenen Nullzinsphase tatsächlich weiterhin gespart wird. Ich selber bin auch überzeugt, dass diese Nullzinsphase, die die EZB verantwortet, ein Ende finden muss. Es kann nicht das Ziel sein, dass Geld auf Dauer nichts kostet.

**fonction publique:** Bausparen zur Eigentumsbildung ist auch Altersvorsorge. Und doch wird es stets schwieriger, den Traum von den eigenen vier Wänden zu verwirklichen. In Gesprächen mit Sachverständigen wird immer wieder bemängelt, dass die Eigenkapitaldecke oftmals sehr gering ist. Wie schafft man es vor diesem Hintergrund, dem Menschen zur Eigenwohnung zu verhelfen? Welchen Anreiz bietet denn das Bausparen besonders jungen Leuten?

**Lars Stoy:** Wie gesagt: Junge Menschen sind gut beraten, Geld zurückzulegen, gerade auch in der jetzigen Phase, weil sie davon ausgehen müssen, dass sie schlicht älter werden als ihre Eltern. Eine gewisse Reserve sollte man sich aufbauen. Denn die staatlichen Vorsorgesysteme sind sicherlich

nicht geeignet, bei der aktuellen Bevölkerungspyramide sicherzustellen, dass jeder durch ein Umlagesystem ausreichend Geld im Alter zur Verfügung hat.

**fonction publique:** Europa leidet noch immer an den Folgen der Wirtschafts- und Finanzkrise. Wie hat sich diese Krise ganz allgemein auf das Bausparen ausgewirkt, wohl wissend, dass die weltweite Finanz- und Wirtschaftskrise ihren Ursprung vornehmlich in einem generellen Vertrauensverlust der Sparer gegenüber der Finanzwelt fand...

**Lars Stoy:** Die Bausparbranche ist sehr solide durch diese erste Welle der Finanzmarktkrise gekommen. Es gab keine Bausparkasse, die in Not geraten ist. Das liegt sicherlich auch daran, dass wir in der Gesetzgebung, sowohl in Deutschland als auch in anderen europäischen Ländern wie Luxemburg, klare Vorgaben haben, wie das Bauspargeschäft funktioniert. Bausparkassen durften z.B. niemals Finanzinnovationen in ihr Anlageportfolio kaufen. Somit gab es auch keine Probleme in der Finanzkrise mit diesen Produkten. Das Anlageportfolio der Bausparkassen ist ein sehr robustes.

Die zweite Phase der Finanzmarktkrise war ja gekennzeichnet durch Staatenrisiken, mit als Folge davon die anhaltende Niedrigzinsphase. Diese stellt alle einlagenstarken Institute vor große Herausforderungen. Und damit haben auch Bausparkassen zu kämpfen. Wir nehmen ja Einlagen, müssen die anlegen, vorzugsweise in private Baufinanzierungen, aber teilweise eben auch in Kapitalmarktanlagen. Und damit wir unsere vertraglichen Verpflichtungen, die wir mit den Kunden eingegangen sind, auf der Sparseite erfüllen können, müssen wir uns Gedanken machen, wie wir auf der anderen Seite das Geld rentierlich anlegen. Und das wird zunehmend schwierig in der Nullzinsphase. Das sind sicherlich die großen Herausforderungen, die auch uns stark umtreiben.

**fonction publique:** Gestatten Sie uns am Ende unseres Gesprächs eine letzte, persönliche Frage: Sie

stehen seit nunmehr drei Jahren als Vorstandsvorsitzender an der Spitze der BHW Bausparkasse und haben das Unternehmen „aufgefrischt“ und ihm zu neuer Dynamik verholfen. Wie fühlen Sie sich in dieser verantwortungsvollen Stellung? Sind Sie angesichts Ihres persönlichen Einsatzes mit der Entwicklung zufrieden?

**Lars Stoy (lächelt):** Wie „der neue Besen kehrt“, müssen wohl andere beurteilen... Tatsache ist: Bausparen war in anderen Jahren und Jahrzehnten sicherlich schon mal einfacher als es heute ist. D.h.: Mein Managementteam und ich mussten auch mal unpopuläre Maßnahmen entscheiden, wenn es darum ging, wie wir beispielsweise mit älteren Bestandsverträgen umgehen. Ich glaube aber, dass wir BHW in einem sehr ruhigen Fahrwasser haben, auch im relativen Vergleich. Wir haben einen sehr stabilen Aktionär mit der Postbank. Insofern glaube ich sagen zu können, dass wir in den drei Jahren einiges bewegt haben. Das macht nie einer alleine. Das macht man immer im Team. Insofern habe ich Spaß an der Aufgabe. Und ich glaube, dass wir in einem sehr soliden Unternehmen unterwegs sind, das nach vorne hin viele Chancen hat, die wir gemeinsam nutzen wollen.

**fonction publique:** Ein Schlusswort?

**Lars Stoy:** Ja, ich sage ganz herzlichen Dank an die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement für diese 40 Jahre Kooperation. Wir werden das in einem gebührenden Rahmen 2016 auch würdigen. Ich freue mich darauf, diese immer noch lebhaftige Kooperation weiterzuentwickeln.

**fonction publique:** Herr Stoy, haben Sie vielen Dank für dieses Gespräch.

Die Fragen stellte Steve Heiliger

### Zur Person

Lars Stoy lebt in Bonn, ist verheiratet und hat eine Tochter. Er begann seine berufliche Laufbahn mit einer Ausbildung zum Bankkaufmann bei der Commerzbank AG, für die er acht Jahre in verschiedenen Funktionen im Privat- und Firmenkundengeschäft tätig war. Der studierte Betriebswirt wechselte in die börsennotierte BHW Holding AG, wo er zuletzt das Stabssekretariat leitete und die Integration der BHW Gruppe in die Postbank als Leiter des Integration Office begleitet hat. Es folgten Aufgaben in der Deutsche Postbank AG, zuletzt als Head of Investor Relations und parallel als CFO der BHW Bausparkasse AG. Lars Stoy wurde im Juni 2013 Vorsitzender des Vorstands der BHW Bausparkasse AG und in dieser Funktion auch Bereichsvorstand für Bausparen der Deutsche Postbank AG. Seit Mitte Dezember 2015 verantwortet er zusätzlich den mobilen Vertrieb der Postbank Finanzberatung AG.

<http://www.cgfp.lu>



Visitez notre site Internet:  
**www.cgfp.lu**



# Stehen Sie nicht im Abseits – Werden Sie noch heute Mitglied der



## Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

## sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
  - ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
  - ✓ **Krankenzusatzversicherung**
  - ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
  - ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
  - ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
  - ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
  - ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
  - ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
  - ✓ **Kindertagesstätten „Kaweechelchen“ und „Am Butzenascht“**
  - ✓ **CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**
- Und so einfach geht's:  
Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:**
- CGFP**  
Boîte postale 210  
L-2012 Luxembourg

**CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE  
DE LA FONCTION PUBLIQUE**  
Boîte postale 210  
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

## Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom: .....

Domicile: ..... Code postal no .....

Rue: ..... no .....

Administration/Service: .....

Fonction: ..... Date de naissance: .....

CCP ou  
compte bancaire no: IBAN LU

....., le .....

(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00 € (retraités/veuves: 35,00 €), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

# Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations (**Attention: nouvelles heures d'ouverture!**)

(mardi: de 9h30 à 11h30 et de 14h30 à 16h30)

(mercredi et vendredi: de 9h30 à 11h30)

(jeudi: de 14h30 à 16h30)

Tél.: 26 77 77 77 afas@cgfp.lu  
[http://www.cgfp.lu/cgfp\\_services](http://www.cgfp.lu/cgfp_services)

**AFAS**   
Association de Formation  
et d'Appui scolaires a.s.b.l.

Vos projets  
ont de l'avenir



Charlotte,  
future  
présidente d'association

Louis,  
futur  
artisan boulanger

**BGL BNP PARIBAS**  
**S'ENGAGE POUR CONCRÉTISER VOS PROJETS**  
**AU LUXEMBOURG**

Répondons à vos besoins dans l'une de nos agences,  
par téléphone au 42 42-2000 ou sur [bgl.lu](http://bgl.lu)



**BGL  
BNP PARIBAS**

La banque d'un monde qui change

[bgl.lu](http://bgl.lu)



# Radikalisierung und Terrorismus: die Europäische Herausforderung

Auf Initiative des Berufsrates Sicherheit der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften, CESI, in Kooperation mit dem „Danish Cultural Insitute EU Brussels“ und in enger Zusammenarbeit mit der französischen Polizeigewerkschaft, „Alliance Police Nationale CFE-CGC“, fand, in Anwesenheit des französischen Innenministers, Bernard Cazeneuve, am 15. Dezember in Paris eine Konferenz zum Thema Bekämpfung des Terrorismus und der Radikalisierung statt.

Obwohl schon vor den kaltblütigen Anschlägen von Paris am 13. November geplant, unterstrichen diese tragischen Ereignisse nur einmal mehr die Notwendigkeit einer solchen Tagung: In seiner Eigenschaft als CESI-Präsident thematisierte Romain Wolff in seiner Ansprache die Herausforderungen, denen sich Europa heutzutage stellen müsse, um den terroristischen Aktivitäten wirksam entgegenzuwirken. In der Tat habe er genau eine Woche vor den Anschlägen, zusammen mit CESI-Generalsekretär Klaus Heeger, an einem Kongress der „Alliance Police Nationale“ teilgenommen und sich dabei mit folgenden Worten an die Anwesenden gewandt: „Am Ende eines sehr beschwerlichen Jahres für die Ordnungskräfte, und das ganz besonders in Frankreich, das mit dem Attentat gegen die Redaktion von Charlie Hebdo am 7. Januar und jenen am 8. und 9. Januar die schwärzesten Tage seiner jüngeren Geschichte erlebte, spreche ich nun vor Ihnen.“ Niemand hätte sich zu diesem Zeitpunkt vorstellen können, was sich eine Woche später ereignen würde: In einer



CESI-Präsident Romain Wolff zusammen mit (v.l.n.r.) dem französischen Innenminister Bernard Cazeneuve, dem Generalsekretär von „Alliance Police Nationale“, Jean-Claude Delage, und CESI-Generalsekretär Klaus Heeger

blinden und entsetzlichen Terrorhandlung wurden mehr als Hundert Menschen getötet, die sich ganz einfach zur falschen Zeit am falschen Ort befanden. In der Folge verbreiteten sich Angst und Besorgnis. Diese barbarischen Anschläge seien durch nichts zu rechtfertigen.

Die Umstände würden noch dadurch erschwert, dass Millionen von Flüchtlingen versorgt werden müssten, die sich, angesichts der bewaffneten Konflikte in ihrer Heimat und den Gefahren, denen sie sich jeden Tag ausgesetzt sähen, unter gefährlichsten Bedingungen auf den Weg nach Europa machten.

Genau so wie die Ordnungskräfte sich jeden Tag dafür einsetzten, dass unsere Sicherheit und Freiheit garantiert seien, müsste das Schulpersonal als Vorbildfunktion vor seinen Schülern stehen: jungen Menschen, die noch auf der Suche nach ihrer Identität seien und Bezugspersonen in ihrem direkten Umfeld und in der Gesellschaft bräuchten. Jugendliche verfügten (zumeist) noch nicht über eine gefestigte Persönlichkeit und seien deswegen sehr leicht zu beeinflussen, von Menschen, die Vorurteile förderten und sie beispielsweise zum Hass anstifteten. Die Schule müsse ein Ort bleiben, an

dem das Zusammenleben verschiedener Kulturen gelehrt und vorgelebt wird, stimmte Romain Wolff den Aussagen des Präsidenten des Berufsrates EDUC, Claude Heiser, zu. Natürlich dürfe nicht sie allein für die Zukunft der Heranwachsenden verantwortlich gemacht werden, sondern sie sollte von anderen Akteuren unterstützt werden, wie z.B. von der Polizei und der Justiz.

Es herrsche also eine absolute Notwendigkeit nach Zusammenarbeit auf allen Ebenen, sowohl auf nationalem als auch auf internationalem Niveau, und die Menschen, die diese Dienste leisteten, erfüllten eine wichtige Rolle, um diese Probleme zu bekämpfen und zu vermeiden.

Welches sind die Gründe für eine solche Radikalisierung? Unter anderem zu dieser wichtigen Frage sollten während der Konferenz Antworten und Lösungsansätze gefunden werden, so Romain Wolff abschließend.

Angrenzend an die Willkommensgrüße des Generalsekretärs von „Alliance Police Nationale“, Jean-Claude Delage, präsentierte der französische Innenminister Bernard Cazeneuve die Ansichten der Regierung zu den Folgen terroristischer Handlungen. Im Anschluss fanden zahlreiche Vorträge von Experten auf dem Gebiet und politischen Akteuren statt, so traten beispielsweise der Kriminologe Alain Bauer mit einem fundierten und beeindruckenden Beitrag sowie die Bürgermeisterin von Molenbeek Saint-Jean in Brüssel, Françoise Schepmans, hinter das Rednerpult.

p.r.



LA PERFECTION



204 Route d'Arlon - L-8010 Strassen - Tél.: (+352) 26 11 98 50 - [www.kitchenstore.lu](http://www.kitchenstore.lu)  
Horaires : Du lundi au vendredi de 9h30 à 18h30 non-stop - Le samedi de 9h30 à 18h00 non-stop

Cuisines by **KITCHEN Store**



B

my home

FANN DÄIN DOHEEM MAT E PUER KLIKEN OP B-IMMOBILIER.LU  
B IMMOBILIER – IMMOBILIEBERODUNG AN -TRANSAKTIOUNEN

B

NEW

BUY

RENT

B IMMOBILIER

BINGEN & ASSOCIÉS

44 rue de Vianden  
L-2680 Luxembourg  
T 26 44 13 88

44 rue GD Charlotte  
L-7520 Mersch  
T 621 551 171

7 rue du Marché  
L-9260 Diekirch  
T 26 81 13 99

NOUVEAU : BERLITZ HOLIDAY GROUPS

Profitez des vacances pour booster votre Français ou Anglais !



Grâce à nos cours intensifs, ludiques et conviviaux, en anglais et en français, les adolescents entre **13 et 19 ans**, du niveau A2 à B2, enrichissent leur vocabulaire, renforcent leur grammaire par groupe de 6 étudiants maximum et améliorent leur fluidité sur une courte période (du **lundi 8 au vendredi 12 février** de 9h à 13h) à l'aide d'une formation complète.

Le prix est de **299.- Euros** (matériel, en-cas et boissons) et les cours se déroulent au centre ville, à l'école de Berlitz Luxembourg.

BERLITZ LUXEMBOURG

Tel. +352 26 38 32 48

89-93, Grand-Rue, 1661 Luxembourg

kids@berlitz.lu, www.berlitz.lu

Berlitz

kids & teens

CCFP





Votre assurance  
professionnelle

BEAUCOUP VOUS PROPOSENT DES CUISINES,  
CHEZ EFFETI NOUS VOUS FERONS CELA :



Effeti

CUCINE UNICHE

Miele

SUB-ZERO

WOLF

GAGGENAU

SIEMENS

DuPont CORIAN

Effeti

117, route d'Arlon - L-8009 Strassen

(ancien local **Miele** die Küche)

Tél.: 26 11 92 16

info@effeti.lu

www.effeti.lu



# Vous avez changé d'adresse?



Alors n'oubliez pas de nous le faire savoir en renvoyant le talon-réponse ci-dessous à la  
**CGFP / 488, route de Longwy / L-1940 Luxembourg**  
ou en utilisant le formulaire électronique sous: [www.cgfp.lu/Changement-adresse.html](http://www.cgfp.lu/Changement-adresse.html)

Ancienne adresse

Nom: .....

Prénom: .....

No et rue: .....

Code postal: .....

Localité: .....

Nouvelle adresse

.....

.....

.....

.....

.....

email: .....





### Des racines profondes, des branches solides

Fondé il y a plus de soixante ans au Luxembourg, le groupe KBL *epb* puise ses racines à travers l'Europe et vous offre de prendre appui sur des branches solides.



EUROPEAN  
PRIVATE BANKERS

AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG | MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS

WWW.KBL.LU

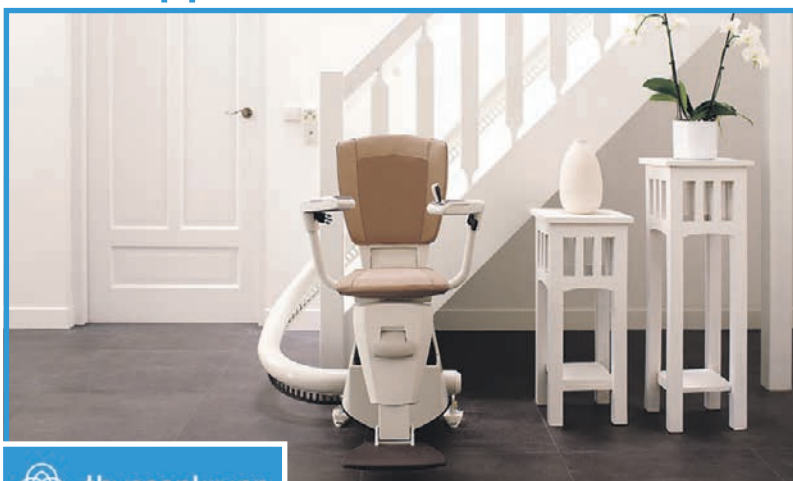
### CGFP-Audio-Nachrichten zum Downloaden

Unsere neuesten Audio news finden Sie  
auf unserer Webseite unter:  
[www.cgfp.lu/audionews.html](http://www.cgfp.lu/audionews.html)

Sie besitzen ein Smartphone  
oder ein Tablet? –  
Dann hören Sie doch  
einfach mal rein.



### Ihre Treppe leicht hinauf und hinunter!



Tel.: 40 08 96

THYSSENKRUPP ASCENSEURS S.à r.l.  
E-mail: luxembourg@thyssenkrupp.com

Viandes fraîches  
Gibier - Volaille  
Charcuteries  
Salaisons

**A<sup>®</sup>WIETOR**

VIANDES EN GROS

[www.wietor.lu](http://www.wietor.lu)

19A, rue de Haller

L-6312 Beaufort

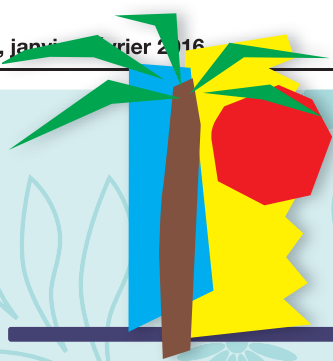
Tél : 83 64 85-1

Fax : 86 90 87

e-mail : [wietor@internet.lu](mailto:wietor@internet.lu)



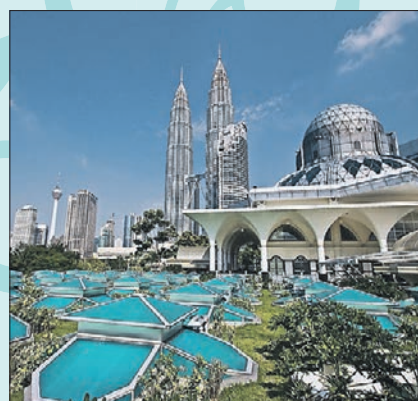
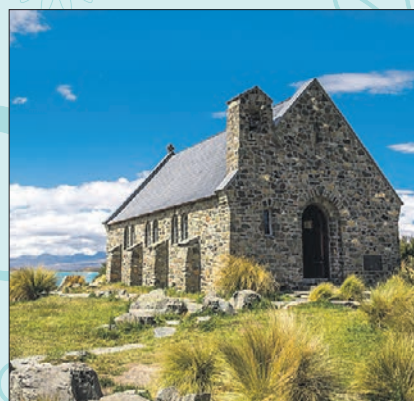
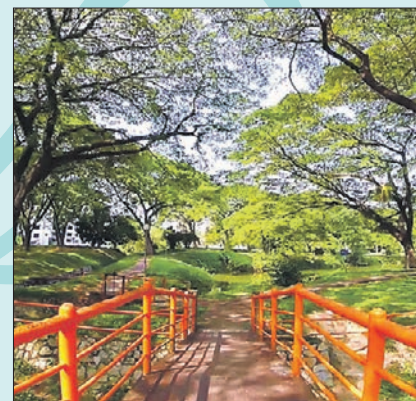




# LUX VOYAGES

## NEUSEELAND UND STRASSE VON MALAKKA

PARADIESE AM ENDE DER WELT – 17-TAGE-ERLEBNISREISE



Aotearoa – das Land der „langen weißen Wolke“ – so nennen die Maori ihr Neuseeland. Begeben Sie sich auf die Spuren der Ureinwohner durch die Aoraki- und Fjordlandnationalparks. Auf der Südinsel können Sie u.a. die spektakuläre neuseeländische Bergwelt mit ihren Gletscherseen, wilden Flüssen, Fjorden sowie der UNESCO-Weltnaturerbebestätte Milford Sound besuchen.

In Wellington erfahren Sie im Nationalmuseum Te Papa alles Wissenswerte über die Kultur der Maori und die einzigartige Fauna und Flora. Hier auf der Nordinsel erleben Sie eine abwechslungsreiche Landschaft mit u.a. prärieartigen Landstrichen, dem Lake Taupo und dem Tongariro Nationalpark mit seinen Vulkanen. Im geothermischen Gebiet Te Puia dampft und raucht es aus brodelnden Schlamm-tümpeln und Geysiren. Einzigartig sind die Waitomo Caves: leuchtende Glühwürmchen verwandeln das Dach der Kalksteinhöhlen in einen bezaubernden Sternenhimmel. Schließlich erreichen Sie das Wirtschaftszentrum des Landes: Auckland, auch „City of Sails“ genannt.

Jetzt verlassen Sie Neuseeland per Flugzeug Richtung Singapur und gehen hier an Bord der *Mein Schiff 1*. Die anschließende Erlebniskreuzfahrt führt Sie weiter in die malaysische Hauptstadt Kuala Lumpur, in das tropische Inselparadies Langkawi, in das thailändische Strandparadies Phuket und nach Penang auf die Spuren der langjährigen Kolonialgeschichte, bevor Sie nach einem letzten Wohlfühltag an Bord wieder in Singapur einlaufen.

### Reisepreis ab 4.495€\* / Person im DZ, inklusive

- Flüge mit Singapore Airlines (Eco) bis Christchurch/ab Auckland über Singapur
- Transfers am An- und Abreisetag sowie zur/von *Mein Schiff 1*
- 6 Übernachtungen in 4-Sterne-Hotels
- Ausflüge und Rundreise in landestypischem klimatisiertem Bus
- 8-Tage-Kreuzfahrt auf *Mein Schiff 1* (Innenkabine mit *Premium Alles Inklusive*)
- Besichtigungen, Eintrittsgelder und Nationalparkgebühren laut Programm
- Deutschsprachige Gebeco-Reiseleitung
- Ausgewählte Reiseliteratur

Termine 2016: 21.11.-07.12. / 05.12.-21.12. / 19.12.-04.01.2017

Termine 2017: 02.01.-18.01. / 16.01.-01.02. / 30.01.-15.02. / 13.02.-01.03. / 27.02.-15.03.

Gerne beraten wir Sie und stellen Ihnen die ausführliche Reisebeschreibung dieser und einer Vielfalt anderer Asienreisen vor. Wenden Sie sich einfach an Lux Voyages, Ihre CGFP-Reiseagentur.



## LUX VOYAGES s.à r.l.

25-A, boulevard Royal  
L-2449 Luxembourg  
Tel.: 47 00 47 • Fax: 24 15 24  
luxvoyages@cgfp.lu

\*3% CGFP-Exklusivrabatt für CGFP-Mitglieder, generell auf allen Pauschalreisen, Kreuzfahrten, Hotel- und Mietwagenreservierungen.





# Sparen mit Spielraum

Die flexible Art, für Kinder vorzusorgen

Kinder haben Ansprüche. Und auch diese wachsen. Damit Sie die kleinen und großen Wünsche finanzieren können, sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

**Die CGFP ist der BHW Bausparkpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.**



**BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg**  
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, [www.bhw.lu](http://www.bhw.lu)

The logo for BHW (Bausparkasse) features the letters 'BHW' in a bold, blue, sans-serif font. To the right of the letters is a stylized blue triangle composed of three smaller triangles pointing towards each other.





fonction  
publique

SPÉCIAL

AUTO

Das Auto wird zum aktiven Teil des Internets

Vernetzung ist der Schlüssel zum elektrifizierten und automatisierten Fahren



Das Auto der Zukunft ist vernetzt. Es nutzt hochaktuelle Informationen aus dem Internet, um die Fahrzeuginsassen noch sicherer, effizienter und komfortabler ans Ziel zu bringen. Die Integration ins Internet der Dinge ermöglicht zudem eine Vielzahl an Dienstleistungen rund ums Fahrzeug. „Die Vernetzung revolutioniert das Autofahren“, davon ist Dr. Dirk Hoheisel, der zuständige Bosch-Geschäftsführer, überzeugt.

Vor wenigen Wochen stellte Bosch einen Falschfahrerwarner vor, der Autofahrer über die Cloud innerhalb von zehn Sekunden warnt, wenn ihnen ein Geisterfahrer entgegen kommt. Das System soll schon 2016 in Serie gehen und ist ein echter vernetzter Lebensretter.

Um das Auto mit dem Internet zu verbinden, verfolgt das Unternehmen zwei Ansätze: Zum einen lässt sich das Smartphone des Fahrers nutzen. Zum anderen bietet Bosch mit der Connectivity-Control-Unit (CCU) eine Vernetzungshardware im Fahrzeug an. Die CCU kommuniziert über ein Mobilfunkmodul mit eigener SIM-Karte und erlaubt wahlweise auch die Positionsbestimmung per GPS.

Ein vernetztes Auto fährt vorausschauender als jeder Mensch

Aus der Cloud verfügbare Informationen zu Staus, Glatteis oder Falschfahrern bilden mit Infrastrukturdaten von Parkhäusern oder Ladesäulen einen erweiterten vernetzten Horizont – den „Connected Horizon“. „Im vernetzten Fahrzeug sieht der Fahrer auch über die nächste Kuppe und um die nächste Kurve“, so Hoheisel. Das Fahren wird dadurch auch sicherer, da das Auto künftig rechtzeitig vor dem Stauende hinter der Kurve oder vor plötzlichem Nebel warnt.

Die Vernetzung steigert zudem die Effizienz von Fahrzeugen. So ermöglichen exakte Stau- und Streckendaten ein routenoptimiertes Lademanagement bei Hybrid- und Elektrofahrzeugen. Auch kann der Diesel-Partikelfilter vorausschauend kurz vor der Autobahnausfahrt und nicht im folgenden Stop-and-go-Verkehr regeneriert werden. Und schließlich steigt der Komfort. Denn Vernetzung ist auch eine Voraussetzung für das automatisierte Fahren. Nur so ist ein komfortables Abbremsen vor Baustellen, Stauenden oder Unfallstellen möglich.

Vorausschauende Diagnose senkt Servicezeiten

Neben den Fahr- und Umgebungsdaten lassen sich im vernetzten Auto auch Betriebsdaten einzelner Komponenten erfassen. Ausgeklügelte Algorithmen ermöglichen damit eine präventive Diagnostik. Beispielsweise kann aus den erfassten Daten einer Einspritzdüse über verteilte Algorithmen in der Cloud und im Fahrzeug die verbleibende Lebensdauer des Injektors prognostiziert werden. Der Fahrer oder Flottenbetreiber kann sofort informiert und rechtzeitig ein Werkstatttermin vereinbart werden.



Connected Horizon – der Blick auch um die übernächste Kurve: Schnell übertragene Verkehrsdaten ermöglichen einen vernetzten elektronischen Horizont, den Connected Horizon. Dieser kann den Fahrer vor Stauenden, Baustellen oder sogar Glatteis warnen.



AUTOMOBILE CLUB DU LUXEMBOURG

Profitez de nos services et beaucoup d'autres avantages

 **Assistance 24h./7j.**  
Au Luxembourg et en Europe

 **Expertise**  
Tests, conseils techniques et juridiques

 **Tourisme et voyages**  
Conseils et accessoires

 **Avantages et offres exclusives**  
Location de voitures, assurances, avantages partenaires

 **Pour vos enfants :**  
Carte « Luxembourg » gratuite jusqu'à 18 ans

Choisissez votre formule sur [www.acl.lu](http://www.acl.lu)



Schmitz

Mersch

Le plaisir  
de conduire

## DE BELLES TRANSFORMATIONS VOUS ATTENDENT CHEZ BMW SCHMITZ.

Plus dynamique, plus innovante, plus spacieuse, plus lumineuse,  
plus moderne, plus pratique, plus accueillante, plus BMW...  
Les superlatifs ne manquent pas pour décrire la concession BMW  
Schmitz totalement transformée. D'autant plus qu'elle est aujourd'hui  
plus facile d'accès par l'autoroute du Nord grâce au tunnel Grouft.

Venez découvrir dès maintenant le premier centre BMW Premium  
Selection en son genre du Grand-Duché de Luxembourg.  
Au-delà des mots, ce sont des moments uniques que nous vous  
invitons à vivre plus intensément.

Informations environnementales: [www.bmw.lu](http://www.bmw.lu)

3,9-6,6 L/100 KM • 104-152 G/KM CO<sub>2</sub>

**BMW SCHMITZ**

21, Rue de la Gare • 7535 Mersch • Grand-Duché de Luxembourg  
Tél. +352 32 91 11 • [info@schmitz.net.bmw.lu](mailto:info@schmitz.net.bmw.lu) • [www.schmitz.bmw.lu](http://www.schmitz.bmw.lu)

SERVICEPLAN

**Taux spécial  
Autofestival**  
—  
**Pas de frais de dossier**  
—  
**Conditions préférentielles  
pour les membres  
Raiffeisen**

**Il est temps de découvrir les conditions Autofestival !**

 **Raiffeisen**  
Naturellement ma banque

Pour acheter la voiture de vos rêves, Raiffeisen vous propose deux formules de financement à des taux particulièrement  
avantageux pour chaque contrat souscrit avant le 1<sup>er</sup> mars 2016. Profitez de nos conditions spéciales Autofestival et des  
conditions préférentielles pour les membres Raiffeisen.

[www.raiffeisen.lu](http://www.raiffeisen.lu)

**AVANTAGES  
OPERA**

Propositions valables sous réserve  
d'acceptation du dossier





# Renault TALISMAN

Maîtrisez votre trajectoire



**Conditions Autofestival dans tout le réseau Renault.**  
Ouvert les dimanches 24 et 31 janvier.

3,6 - 5,8 L/100 KM. 95 - 130 G CO<sub>2</sub>/KM. **DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.**

Renault préconise

[renault.lu](http://renault.lu)

**RENAULT GASPERICH**  
2 rue Robert Stumper  
L - 2557 LUXEMBOURG  
40.30.40.1

**RENAULT ESCH-SUR-ALZETTE**  
rue Jos Kieffer  
L- 4176 ESCH-SUR-ALZETTE  
57.29.76.1

**RENAULT DIEKIRCH**  
26 Route d'Ettelbrück  
L - 9230 DIEKIRCH  
80.88.80.1



Cars Benelux



FORT DE PLUS DE 30 ANS D'EXPÉRIENCE, LA SOCIÉTÉ CARS BENELUX EST SPÉCIALISÉE DANS L'ACHAT-VENTE DE VÉHICULES NEUFS ET D'OCCASION RÉCENTS À FAIBLE KILOMÉTRAGE.

- Plus de 1.000 véhicules vendus en 2015.
- Plus de 150 véhicules de stock que vous pouvez retrouver sur le site [carsbenelux.lu](http://carsbenelux.lu)

## TOP OCCASIONS



19.950 €

TVAC

**ALFA ROMÉO 1.6 JTD GIULIETTA 105CV DISTINCTIVE**

Juillet 2015 – 10 km – NAVI – CUIR – PTS  
REG VIT – USB – BLUETHOOTH – JA 16



21.390 €

TVAC

**AUDI A3 SPORTBACK 2.0 TDI 150CV AMBIENTE**

Novembre 2013 – 42.200km – MI CUIR  
PTS – JA 16 – NAVI – XENON – REG VIT  
BLUETHOOTH



30.950 €

TVAC

**AUDI A4 AVANT 2.0 TDI 177 CV QUATTRO NEUVE**

Janvier 2015 – 30 km – NAVI – XENON  
REG VIT – JA 17 – SG CHAUFF – PTS X2  
BLUETHOOTH



28.980 €

TVAC

**AUDI A4 2.0 TDI S-LINE 150CV NEUVE**

Janvier 2015 – 30 km – JA 18 – PTS X2  
XENON – REG VIT NAVI – BLUETHOOTH  
CUIR/ALCANTARA



29.750 €

TVAC

**BMW 220D COUPÉ 184CV SPORT LINE**

Février 2014 – 37 400 km – CUIR – JA 18  
NAVI – XENON – PTS – BLUETHOOTH  
USB – SG CHAUFF



35.400 €

TVAC

**BMW 520D 190CV STEPTRONIC PACK LUXE**

Février 2015 – 21.300 km – JA 18 – CUIR  
XENON – NAVI – PTS – SG CHAUFF  
REG VIT – CAMERA – BLUETHOOTH



18.890 €

TVAC

**CITROËN GRAND C4 PICASSO 1.6 HDI 115 INTENSIVE**

Janvier 2015 – 25.800 km – 7 PL  
NAVI CAMERA – JA 16 – PTS  
BLUETHOOTH – REG VIT



31.950 €

TVAC

**VW GOLF VII VARIANT 2.0 TDI 184CV GTD DSG**

Mai 2015 – 8.800 km – CUIR – TOIT PANO  
NAVI – XENON – PTS X2 – JA 18  
SG CHAUFF / MEMORY – REG VIT



16.980 €

TVAC

**MINI COOPER COUNTRYMAN 1.6 D 112 CV COOPER**

Août 2012 – 43.700 km – JA 17 – PTS  
MI CUIR – MINI BOOST – PACK CHROME  
REG VIT



12.750 €

TVAC

**FORD FIESTA 1.0 ECOBOOST TITANIUM 101CV NEUVE**

Janvier 2016 – 10km – BLUETHOOTH  
REG VIT – PTS – USB – VOLANT CUIR



41.950 €

TVAC

**VOLVO XC60 2.4 D4 180CV R-DESIGN AWD GEARTRONIC**

Mars 2015 – 1.200 km – JA 18 – CUIR  
NAVI – XENON – REG VIT – PTS  
SG CHAUFF/MEMORY



53.900 €

TVAC

**MERCEDES ML 350 CDI PACK SPORT 4MATIC 7G-TRONIC**

Janvier 2015 – 26 400 km – JA 19 – CUIR  
XENON – NAVI – BLUETHOOTH  
SG CHAUFF / ELECTRO – REG VIT

Rue de Koerich, 60 • L-8437 Steinfort • [info@carsbenelux.lu](mailto:info@carsbenelux.lu) • Tél. +352 39 89 45 • Fax: +352 39 89 43  
Ouverture NON STOP du Lundi au vendredi de 08h30 à 18h00 et le Samedi de 08h30 à 17h00

## Richtig sitzen im Auto: Mehr Sicherheit und Komfort



*(ots) – Reinsetzen, Zündschlüssel drehen, Gang einlegen und losfahren – Alltagsroutine für Autofahrer. Kaum jemand macht sich Gedanken, ob die Sitzposition auch für Sicherheit und Fahrzeugbeherrschung die richtige ist. „Notsituationen erfordern neben einer schnellen Reaktion auch den perfekten Zugriff auf Lenkrad und Pedale. Dabei kommt es auf den richtigen Abstand an“, erklärt TÜV Rheinland. Außerdem schützen Gurte, Gurtstraffer, Airbags und Kopfstützen nur dann wirkungsvoll, wenn sie auch an den vorgesehenen Stellen auf den Körper einwirken.*

Und so funktioniert's: zunächst die Sitzhöhe so einstellen, dass alle Instrumente gut abzulesen sind. Dabei sollten die Augen etwa auf halber Höhe durch die Frontscheibe schauen. Höhe und Neigung des Sitzes so einstellen, dass die Oberschenkel leicht aufliegen. Die Sitzfläche sollte einige Zentimeter vor den Kniekehlen enden, damit das Blut besser in den Beinen zirkuliert. Das Gesäß direkt an der Rückenlehne platzieren. Anschließend den Sitz so einstellen, dass das linke Knie beim Treten des Kupplungspedals leicht angewinkelt ist.

Der Mindestabstand zwischen Oberkörper und Lenkrad beträgt rund 30 Zentimeter, um bei einem Crash Verletzungen durch den Airbag zu minimieren. Auch beim Lenken sollten die Schulterblätter Kontakt mit der eher steil eingestellten Rückenlehne haben.

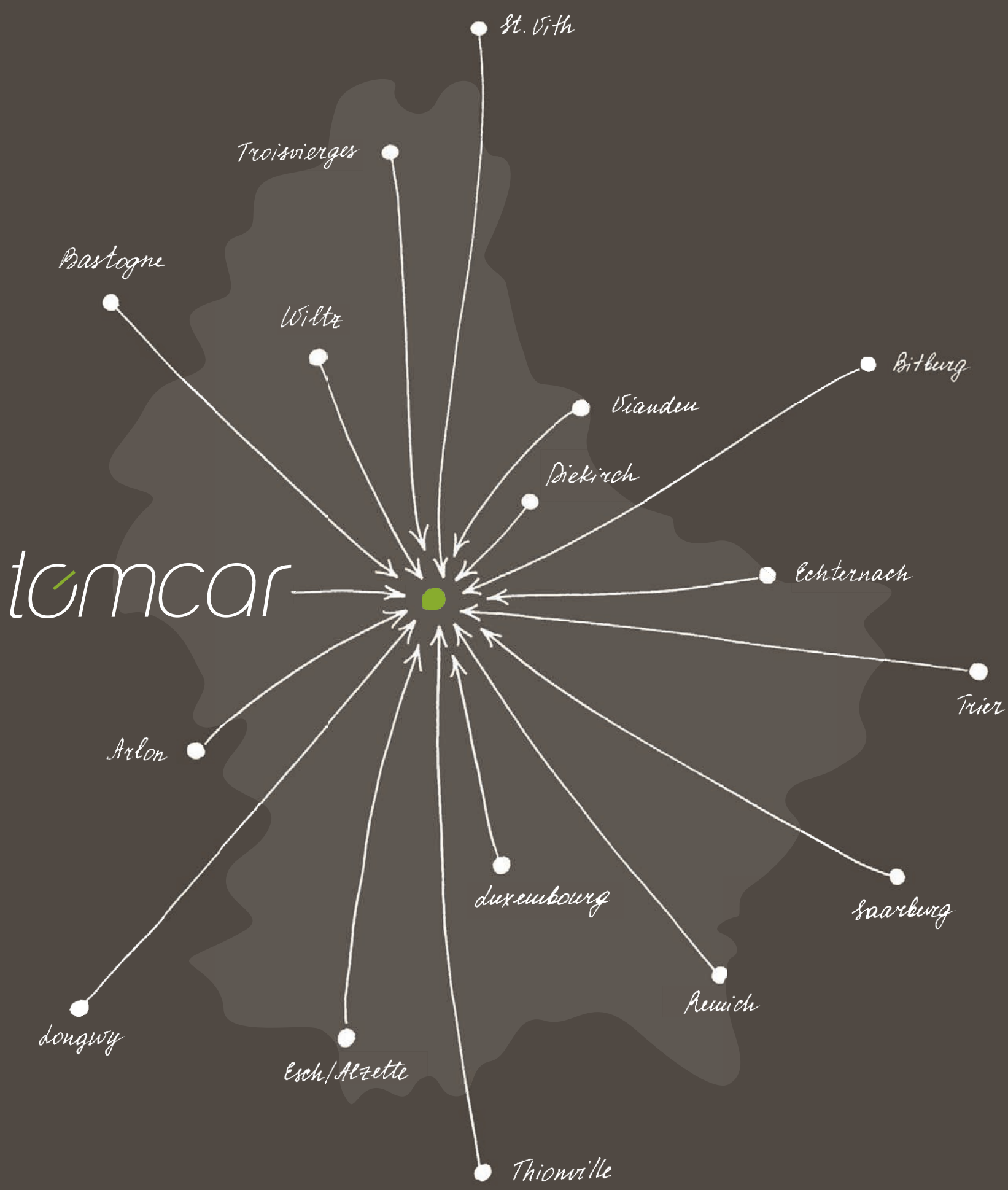
Dadurch rückt der Kopf nahe an die Kopfstütze, die in der Höhe möglichst mit dem Scheitel abschließt. Das reduziert bei einem Heckaufprall die Gefahr eines Schleudertraumas. Bei ausgestreckten Armen sollten die Handgelenke den oberen Lenkradkranz berühren, damit sie während der Fahrt leicht angewinkelt sind. Grundsätzlich bleiben beide Hände am Lenkrad, am besten in der Viertel-vor-drei-Stellung. Der Fahrer hat bei plötzlichen Ausweichmanövern so alles im Griff.

Sicherheitsgurte schützen nur dann optimal, wenn sie stramm sitzen. Deshalb dicke Bekleidungsstücke wie Jacken oder Mäntel ablegen und beim Anschnallen kurz am Schultergurt ziehen, damit er auch im Beckenbereich eng anliegt. Außerdem darf der Gurt nicht verdreht sein oder den Hals berühren.





# Tous les chemins mènent vers tomcar



Rendez-Vous chez Tomcar à Bissen  
Autofestival du 23.01 au 01.02 2016

9, Z.A.C. Klengbousbiérg | L-7795 Bissen  
T +352 26 88 73 95 | [www.tomcar.lu](http://www.tomcar.lu)

tomcar  
drive your life.





# Drive with Bâloise

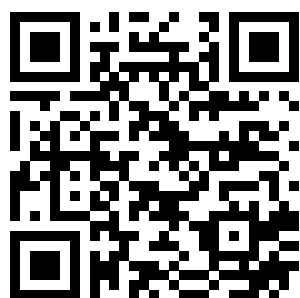
L'ASSURANCE AUTO PERSONNALISABLE



Entdeckt elo eise neien Tarificateur op

[www.cgfp-assurances.lu](http://www.cgfp-assurances.lu)

a profitéiert vun de spezielle Konditiounen fir CGFP Memberen.



Mir maachen lech méi sécher.  
Votre sécurité nous tient à cœur.  
[www.cgfp-assurances.lu](http://www.cgfp-assurances.lu)

**CGFP**  
Assurances

16, rue Érasme  
L-1468 Luxembourg  
tél.: +352 27 04 28 01  
[info@cgfp-assurances.lu](mailto:info@cgfp-assurances.lu)



# LA NOUVELLE BMW SÉRIE 7. DRIVING LUXURY.

La nouvelle  
BMW Série 7

[www.bmw.lu](http://www.bmw.lu)



Le plaisir  
de conduire



**BMWEFFICIENTDYNAMICS.**  
MOINS DE CONSOMMATION. PLUS DE PLAISIR.

**BMW Club<sup>7</sup>**  
Ultimate Experiences

**Arnold Kontz**  
L-2610 Luxembourg  
Tél. 49 19 41-1  
[www.arnoldkontz.bmw.lu](http://www.arnoldkontz.bmw.lu)

**Bernard Muzzolini**  
L-4176 Esch-sur-Alzette  
Tél. 57 26 26-1  
[www.muzzolini.bmw.lu](http://www.muzzolini.bmw.lu)

**Schmitz s.à r.l.**  
L-7535 Mersch  
Tél. 32 91 11  
[www.schmitz.bmw.lu](http://www.schmitz.bmw.lu)

**Jeannot Schweig**  
L-9806 Hosingen  
Tél. 92 13 76  
[www.schweig.bmw.lu](http://www.schweig.bmw.lu)

Informations environnementales : [www.bmw.lu](http://www.bmw.lu)

4,5-8,5 L/100 KM • 119-197 G/KM CO<sub>2</sub>

SERVICEPLAN



DS préfère TOTAL



DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.



DS AUTOMOBILES

SPIRIT OF  
AVANT-GARDETOUS LES EXPLORATEURS LE SAVENT,  
LE PLUS EXCITANT EST  
CE QU'IL RESTE À DÉCOUVRIR.

Dr SYLVESTRE MAURICE - ASTROPHYSICIEN

## NOUVELLE DS 5


 3,5 – 5,9 L / 100 KM  $\text{CO}_2$  90 – 136 G  $\text{CO}_2$  / KM

Informations environnementales : citroen.lu

[www.driveDS.lu](http://www.driveDS.lu)

DS STORE Luxembourg  
L- 2557 LUXEMBOURG  
Tél. : 40 22 66 - 1  
CLERBAUT AUTOMOBILES  
L- 5481 WORMELDANGE  
Tél. : 76 82 65

ETOILE GARAGE  
L- 3515 DUDELANGE  
Tél. : 51 91 90  
CLERBAUT AUTOMOBILES  
L- 5750 FRISANGE  
Tél. : 23 60 60

ETOILE GARAGE  
L- 4026 ESCH-SUR-ALZETTE  
Tél. : 55 01 55  
GARAGE NEUGEBAUER  
L- 8422 STEINFORT  
Tél. : 39 00 29

ETOILE GARAGE  
L- 7540 ROLLINGEN/ MERSCH  
Tél. : 26 32 63  
GARAGE J. LEYDER  
L- 8509 REDANGE-SUR-ATTERT  
Tél. : 23 62 39 - 1

GARAGE STROTZ  
L- 9559 WILTZ  
Tél. : 26 95 02 47

[www.etoilegarage.lu](http://www.etoilegarage.lu)